



**Programme des
Nations Unies pour
l'environnement**

Distr.
GÉNÉRALE

UNEP/OzL.Pro/ExCom/97/31
12 novembre 2025

FRANÇAIS
ORIGINAL: ANGLAIS

COMITÉ EXÉCUTIF
DU FONDS MULTILATÉRAL AUX FINS
D'APPLICATION DU PROTOCOLE DE MONTRÉAL
Quatre-vingt-dix-septième réunion
Montréal, 1-5 décembre 2025
Point 9 c) de l'ordre du jour provisoire¹

AMENDEMENTS AU PROGRAMME DE TRAVAIL DU PNUE POUR L'ANNÉE 2025

¹ UNEP/OzL.Pro/ExCom/97/1

Les documents de présession du Comité exécutif du Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal sont présentés sous réserve des décisions pouvant être prises par le Comité exécutif après leur publication.

OBSERVATIONS ET RECOMMANDATION DU SECRÉTARIAT DU FONDS

1. Le PNUE demande au Comité exécutif d'approuver le montant de 1 978 271 \$US, plus 142 560 \$US de coûts d'appui d'agence, au titre des amendements à son programme de travail de l'année 2025 répertoriés au tableau 1. La soumission est jointe au présent document.

Tableau 1. Amendements au programme de travail du PNUE pour l'année 2025

Pays	Activité/Projet	Montant demandé (\$US)	Montant recommandé (\$US)
SECTION A : ACTIVITÉS RECOMMANDÉES AUX FINS D'APPROBATION GLOBALE			
A1 : Renouvellement des projets de renforcement des institutions			
Cabo Verde	Renouvellement du projet de renforcement des institutions (phase IX)	180 000	180 000
Djibouti	Renouvellement du projet de renforcement des institutions (phase IX)	180 000	180 000
Guinée équatoriale	Renouvellement du projet de renforcement des institutions (phase V)	211 968	211 968
Suriname	Renouvellement du projet de renforcement des institutions (phase VIII)	194 303	194 303
Total pour A1		766 271	766 271
A2 : Préparation de projets pour les plans de gestion de l'élimination des HCFC (PGEH)			
République centrafricaine ^a	Préparation d'un PGEH (phase II)	10 000	10 000
Qatar ^b	Préparation d'un PGEH (phase III)	40 000	40 000
République arabe syrienne ^b	Préparation d'un PGEH (phase II)	45 000	45 000
Total partiel pour A2		95 000	95 000
Coûts d'appui d'agence		12 350	12 350
Total pour A2		107 350	107 350
A3 : Préparation de projets pour les plans de mise en œuvre de l'Amendement de Kigali concernant les HFC (KIP)			
Brunéi Darussalam ^b	Préparation d'un KIP (phase I)	135 000	135 000
Pakistan ^a	Préparation d'un KIP (phase I)	45 000	45 000
Total partiel pour A3		180 000	180 000
Coûts d'appui d'agence		23 400	23 400
Total pour A3		203 400	203 400
A4 : Élaboration d'un inventaire national des stocks de substances réglementées usagées ou indésirables et de plans pour la collecte, le transport et l'élimination de ces substances²			
Antigua-et-Barbuda	Élaboration d'un inventaire national des stocks de substances réglementées usagées ou indésirables et d'un plan	70 000	70 000
Tchad	Élaboration d'un inventaire national des stocks de substances réglementées usagées ou indésirables et d'un plan	90 000	90 000
Guinée-Bissau	Élaboration d'un inventaire national des stocks de substances réglementées usagées ou indésirables et d'un plan	80 000	80 000
Jordanie ^a	Élaboration d'un inventaire national des stocks de substances réglementées usagées ou indésirables et d'un plan	37 000	37 000
Mali	Élaboration d'un inventaire national des stocks de substances réglementées usagées ou indésirables et d'un plan	90 000	90 000
Saint-Vincent-et-les Grenadines	Élaboration d'un inventaire national des stocks de substances réglementées usagées ou indésirables et d'un plan	70 000	70 000

² Activité dénommée ci-après : élaboration d'un inventaire national des stocks de substances réglementées usagées ou indésirables et d'un plan.

Pays	Activité/Projet	Montant demandé (\$US)	Montant recommandé (\$US)
Serbie	Élaboration d'un inventaire national des stocks de substances réglementées usagées ou indésirables et d'un plan	90 000	90 000
République arabe syrienne	Élaboration d'un inventaire national des stocks de substances réglementées usagées ou indésirables et d'un plan	100 000	100 000
Total partiel pour A4		627 000	627 000
Coûts d'appui d'agence		81 510	81 510
Total pour A4		708 510	708 510
A5 : Assistance technique pour les activités de facilitation (décision 79/46)			
Yémen	Activités de facilitation pour la réduction des HFC	250 000	250 000
Total partiel pour A5		250 000	930 000
Coûts d'appui d'agence		17 500	17 500
Total pour A5		267 500	267 500
A6 : Assistance technique pour la préparation d'un rapport de vérification sur la consommation de HFC			
Malawi	Rapport de vérification pour la phase I du KIP	30 000	30 000
Mozambique	Rapport de vérification pour la phase I du KIP	30 000	30 000
Total partiel pour A6		60 000	60 000
Coûts d'appui d'agence		7 800	7 800
Total pour A6		67 800	67 800
Total pour A1, A2, A3, A4, A5, A6		1 978 271	1 978 271
Coûts d'appui d'agence pour A1, A2, A3, A4, A5, A6		142 560	142 560
Total général		2 120 831	2 120 831

^a Agence d'exécution principale : ONUDI.

^b Agence d'exécution coopérante : ONUDI.

SECTION A : ACTIVITÉS RECOMMANDÉES AUX FINS D'APPROBATION GLOBALE

A1 : Renouvellement des projets de renforcement des institutions

Description des projets

2. Le PNUE a soumis des demandes de renouvellement des projets de renforcement des institutions concernant les pays indiqués à la section A1 du tableau 1. Le descriptif de ces projets figure à l'annexe I du présent document.

Observations du Secrétariat

3. Le Secrétariat a examiné les demandes de renouvellement de quatre projets de renforcement des institutions présentées par le PNUE au nom des gouvernements intéressés, à la lumière des lignes directrices³ et des décisions pertinentes se rapportant à l'admissibilité et aux niveaux de financement. Ces demandes ont été recoupées avec les informations contenues dans les plans de travail initiaux pour la phase précédente, les données du programme des pays et les données communiquées au titre de l'article 7, le dernier rapport sur la mise en œuvre des plans de gestion de l'élimination des HCFC (PGEH) de ces pays, le rapport périodique de l'agence et toutes les éventuelles décisions pertinentes de la Réunion des Parties. Il a été noté que ces quatre pays ont communiqué les données de leur programme de pays pour 2024 et celles visées à l'article 7, qu'ils sont en conformité avec les objectifs de contrôle aux termes du Protocole de Montréal et que leur consommation annuelle de HCFC ne dépasse pas la consommation annuelle

³ Décision 91/63 : b) approuver le format révisé des rapports finaux et des demandes de prolongation du financement des projets de renforcement des institutions, et les indicateurs de performance correspondants ; et c) demander aux pays visés à l'article 5, par l'intermédiaire des agences bilatérales et d'exécution, d'utiliser le format révisé mentionné au paragraphe b) ci-dessus pour toutes les demandes de renouvellement de projet de renforcement des institutions à partir de la première réunion du Comité exécutif de 2023.

maximale admissible indiquée dans l'Accord de PGEH qu'ils ont conclu avec le Comité exécutif. De plus, toutes les demandes présentées contenaient une évaluation des indicateurs d'efficacité, une évaluation de la pérennité des projets et des risques associés à ceux-ci, ainsi qu'une évaluation de l'atteinte des objectifs de renforcement des institutions, conformément à la décision 91/63 b).

Recommandation du Secrétariat

4. Le Secrétariat recommande l'approbation globale des demandes de renouvellement du renforcement des institutions pour Cabo Verde, Djibouti, la Guinée équatoriale et le Suriname aux niveaux de financement figurant dans la section A1 du tableau 1 du présent document. Le Comité exécutif pourrait souhaiter faire part des observations présentées à l'annexe II du présent document aux gouvernements des pays précédemment cités.

A2 : Préparation de projets pour les plans de gestion de l'élimination des HCFC

Description des projets

5. Le PNUE a présenté des demandes concernant la préparation de nouvelles phases pour les PGEH de trois pays visés à l'article 5, en qualité d'agence d'exécution principale avec l'ONUDI comme agence d'exécution coopérante pour deux des pays, et en qualité d'agence d'exécution coopérante avec l'ONUDI comme agence d'exécution principale pour le troisième pays, comme indiqué dans la section A2 du tableau 1.

6. Le PNUE, en tant qu'agence d'exécution principale, a fourni la description des activités visant à soutenir les demandes de préparation de projet pour la phase III du PGEH du Qatar et la phase II du PGEH de la République arabe syrienne, qui comprenaient : la justification du financement demandé pour la préparation des projets ; un rapport périodique sur la mise en œuvre des précédentes phases des PGEH respectifs ; la liste des activités devant être entreprises durant la préparation des projets ; ainsi que les budgets correspondants, en utilisant le format des demandes de préparation de projet pour les PGEH. L'ONUDI, à titre d'agence d'exécution coopérante pour la préparation de projet relative au Qatar et à la République arabe syrienne, a demandé 35 000 \$US, plus des coûts d'appui d'agence de 2 450 \$US, dans les amendements à son programme de travail pour 2025⁴.

7. L'ONUDI, en qualité d'agence d'exécution principale pour la phase II du PGEH de la République centrafricaine⁵, a sollicité 30 000 \$US, plus des coûts d'appui d'agence s'élevant à 2 100 \$US, et a fourni un descriptif des activités nécessaires à la préparation de projet ainsi que les coûts correspondants de chaque activité dans les amendements à son programme de travail pour 2025⁶ ; les observations du Secrétariat y figurent également.

Observations du Secrétariat

8. Lors de l'examen de ces demandes, le Secrétariat a tenu compte des lignes directrices relatives au financement de la préparation des PGEH pour les pays visés à l'article 5, stipulées dans la décision 71/42, et des progrès accomplis dans le cadre des précédentes phases des PGEH, notamment l'état de la mise en œuvre des tranches au moment de la rédaction du présent document. Le Secrétariat a relevé que le financement demandé est conforme à la décision 71/42 et que les demandes respectent la décision 82/45,

⁴ Ibid.

⁵ Initialement, l'ONUDI avait demandé 40 000 \$US en sa qualité d'agence d'exécution principale et le PNUE 20 000 \$US en sa qualité d'agence de coopération ; les deux agences ont toutefois rectifié leurs demandes afin de se conformer à la décision 71/42, pour un montant maximal de 40 000 \$US pour la préparation de projet. De plus amples détails figurent dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/97/32.

⁶ UNEP/OzL.Pro/ExCom/97/32

laquelle autorise la soumission de demandes de préparation de projets pour la phase suivante du PGEH deux ans avant la date de fin de la phase précédente du PGEH.

9. Le Secrétariat a noté que les pays ont communiqué les données de leurs programmes de pays et celles visées à l'article 7 pour 2024, que les pays sont en conformité avec les objectifs de contrôle du Protocole de Montréal et que la consommation annuelle de HCFC qu'ils ont déclarée ne dépasse pas la consommation annuelle maximale admissible indiquée dans l'Accord de PGEH qu'ils ont conclu avec le Comité exécutif.

10. Le Secrétariat a pris note du fait que pour la République arabe syrienne, l'avancement de certaines des activités menées au titre de la phase I du PGEH, actuellement en cours de mise en œuvre, accusent un retard, comme indiqué dans la proposition. Le PNUE a déclaré que le projet devait faire face à des retards en raison des problèmes de sécurité et des circonstances politiques difficiles que le pays connaît actuellement, certaines activités devant encore être mises en œuvre. Le PNUE a indiqué que l'Unité nationale de l'ozone (UNO) s'efforce de renforcer sa capacité à mettre en œuvre les activités de manière efficace et à obtenir des résultats sur le terrain. Le Ministère de l'environnement soutient l'UNO et s'engage à œuvrer pour garantir la conformité, la fluidité de la mise en œuvre et la pérennité des progrès réalisés.

11. Le PNUE a confirmé que la phase III du PGEH du Qatar et la phase II du PGEH de la République arabe syrienne permettront d'éliminer 100 pour cent de la valeur de référence pour les HCFC de ces pays d'ici le 1er janvier 2030.

Recommandations du Secrétariat

12. Le Secrétariat recommande l'approbation globale de la préparation de projets pour la phase II des plans de gestion de l'élimination des HCFC (PGEH) pour la République centrafricaine et la République arabe syrienne, et de la préparation de projet pour la phase III du PGEH du Qatar, aux niveaux de financement figurant dans la section A2 du tableau 1.

A3 : Préparation de projets pour les plans de mise en œuvre de l'Amendement de Kigali concernant les HFC

Description des projets

13. Le PNUE a présenté des demandes pour la préparation de la phase I des plans de mise en œuvre de l'Amendement de Kigali concernant les HFC (KIP) de deux pays visés à l'article 5, en qualité d'agence d'exécution principale avec l'ONUDI comme agence d'exécution coopérante pour l'un des pays, et en qualité d'agence d'exécution coopérante avec l'ONUDI comme agence d'exécution principale pour l'autre pays. Ces demandes figurent à la section A3 du tableau 1.

14. Le PNUE, en tant qu'agence d'exécution principale pour le Brunéi Darussalam, a fourni un descriptif des activités nécessaires à la préparation de la phase I du KIP ainsi que les coûts correspondants pour chaque activité, en utilisant le format de demande de préparation de projet pour un KIP. L'ONUDI, à titre d'agence d'exécution coopérante pour le Brunéi Darussalam, a demandé 35 000 \$US plus des coûts d'appui d'agence de 2 450 \$US dans les amendements à son programme de travail pour 2025⁷.

15. L'ONUDI, en sa qualité d'agence d'exécution principale pour la phase I du PGEH du Pakistan, a sollicité 175 000 \$US; plus des coûts d'appui d'agence s'élevant à 12 250 \$US, et a fourni un descriptif des activités nécessaires à la préparation de projet ainsi que les coûts correspondants de chaque activité dans

⁷ Ibid.

les amendements à son programme de travail pour 2025⁸ ; les observations du Secrétariat y sont également incluses.

Observations du Secrétariat

16. Lors de son examen de la demande, le Secrétariat a tenu compte des lignes directrices applicables à la préparation d'un KIP figurant dans la décision 87/50, des activités proposées pour la préparation de projet et de leur lien avec les activités de facilitation et autres projets liés aux HFC dans le pays.

17. La soumission pour le Brunéi Darussalam contenait des données sur la consommation de HFC et de mélanges de HFC de 2012 à 2024⁹ et les activités de préparation de projet incluaient une enquête nationale et un recueil de données sur la consommation de HFC ; une analyse sectorielle de l'utilisation des HFC et de leurs solutions de remplacement ; une consultation des parties prenantes pour les secteurs de la fabrication et de l'entretien ; un examen des initiatives, politiques et réglementations nationales pertinentes relatives à la réduction des HFC, notamment celles traitant de la sécurité des frigorigènes inflammables et toxiques et du maintien et/ou de l'amélioration du rendement énergétique des équipements de réfrigération et de climatisation ; une évaluation des besoins dans le secteur de l'entretien des équipements de réfrigération et de climatisation, notamment en ce qui concerne la politique sur l'égalité des genres ; des ateliers de renforcement de la capacité et de la vulgarisation à destination des agents des douanes ; et la mise au point d'une stratégie globale de réduction des HFC.

18. Le Secrétariat a relevé que le pays avait ratifié l'Amendement de Kigali¹⁰ ; que le gouvernement avait fourni une lettre d'approbation visant à soutenir la préparation du projet ; et que le financement sollicité était conforme à la décision 87/50 c). Le PNUE a précisé que la préparation de projet pour le KIP s'appuierait sur les activités mises en œuvre dans le cadre des activités de facilitation prévues pour la réduction des HFC, qui avaient contribué à la ratification de l'Amendement de Kigali par le pays.

Recommandation du Secrétariat

19. Le Secrétariat recommande l'approbation globale de la préparation de projets pour la phase I des plans de mise en œuvre de l'Amendement de Kigali concernant les HFC du Brunéi Darussalam et du Pakistan, aux niveaux de financement indiqués à la section A3 du tableau 1.

A4 : Élaboration d'un inventaire national des stocks de substances réglementées usagées ou indésirables et d'un plan pour la collecte, le transport et l'élimination de ces substances

Description des projets

20. Le PNUE a présenté des demandes pour l'élaboration d'inventaires nationaux des stocks de substances réglementées usagées et indésirables et de plans pour sept pays à titre d'agence d'exécution désignée, et à titre d'agence d'exécution coopérante avec l'ONUDI comme agence d'exécution principale pour un pays, comme indiqué dans la section A4 du tableau 1. L'ONUDI, en tant qu'agence d'exécution principale pour la préparation de projet pour la Jordanie, a demandé 53 000 \$US plus des coûts d'appui d'agence de 3 710 \$US, dans les amendements à son programme de travail pour 2025 ; les observations du Secrétariat y figurent également ¹¹.

Observations du Secrétariat

⁸ Ibid.

⁹ Les données figurant dans la soumission proviennent de l'enquête sur les solutions de remplacement des SAO (2012-2015), des activités de facilitation menées pour la réduction des HFC (2017-2019), ainsi que des rapports du programme du pays et des données visées à l'article 7 (2020-2024).

¹⁰ Le Brunéi Darussalam a ratifié l'Amendement de Kigali le 18 septembre 2025.

¹¹ UNEP/OzL.Pro/ExCom/97/32

21. Lors de l'examen de ces demandes, le Secrétariat a tenu compte des critères relatifs à l'élaboration d'un inventaire national des stocks de substances réglementées usagées ou indésirables et d'un plan, figurant dans la décision 91/66, des activités proposées pour la préparation des projets, ainsi que de leur lien avec les plans d'élimination/de réduction (autrement dit les PGEH ou les KIP) à l'échelle des pays. Le Secrétariat a noté que chaque demande de financement était conforme à la décision 91/66.

22. Le PNUE, en sa qualité d'agence d'exécution désignée, a fourni une description des activités requises pour l'élaboration d'inventaires nationaux des stocks de substances réglementées usagées ou indésirables et des plans pour Antigua-et-Barbuda, le Tchad, la Guinée-Bissau, le Mali, Saint-Vincent-et-les Grenadines, la Serbie et la République arabe syrienne, en utilisant les formulaires de soumission de proposition de projet appropriés.

23. Les activités figurant dans les demandes de financement présentées pour les sept pays comprenaient l'examen des données à disposition ; la préparation de l'inventaire national, du plan d'action et du rapport final ; des consultations des parties prenantes et leur validation ; une revue et une analyse des réglementations et des politiques en vigueur ; des enquêtes et des visites de site des installations pour recueillir des données et les vérifier et pour évaluer l'état de la constitution des stocks ; la prévision des quantités de SAO et de HFC usagés ou indésirables à récupérer, régénérer, recycler ou éliminer à l'avenir ; une évaluation de la faisabilité et des coûts des options d'élimination existantes (recyclage, récupération, destruction) ; une évaluation du bien-fondé économique des centres de récupération et des usines de destruction ; l'élaboration d'un modèle commercial ou d'un modèle de financement pour garantir la pérennité sur le long terme des opérations de collecte ou d'élimination ; l'identification des laboratoires capables d'analyser la composition des SAO/HFC usagés ou indésirables, et l'évaluation de la nécessité éventuelle de mettre à niveau ces laboratoires ; ainsi que la mise en œuvre des projets, le suivi des activités et la préparation des rapports.

Recommandation du Secrétariat

24. Le Secrétariat recommande l'approbation globale de l'élaboration d'inventaires nationaux des stocks de substances réglementées usagées ou indésirables et de plans pour la collecte, le transport et l'élimination de ces substances pour Antigua-et-Barbuda, le Tchad, la Guinée-Bissau, la Jordanie, le Mali, Saint-Vincent-et-les Grenadines, la Serbie et la République arabe syrienne aux niveaux de financement indiqués à la section A4 du tableau 1.

A5 : Assistance technique pour les activités de facilitation (décision 79/46)

Contexte

25. Conformément à la décision 79/46¹², le PNUE a soumis une demande de financement pour la mise en œuvre d'activités de facilitation visant à réduire les HFC dans un pays¹³, comme indiqué à la section A5 du tableau 1.

26. Les activités de facilitation consistent en l'examen et la révision du système national d'octroi de permis en vigueur pour les SAO, les solutions de remplacement des SAO et les équipements en contenant ; des consultations des parties prenantes et leur sensibilisation à la nécessité de ratifier l'Amendement de Kigali dès que possible ; l'élaboration d'un outil de modélisation pour analyser les conséquences sur le plan réglementaire ; la rédaction des documents de la ratification et du décret officiel associé ; une évaluation des besoins en termes de formation pour l'UNO, les agents des douanes et les agents d'application de la loi ; l'identification des marchés et des tendances des solutions de remplacement des HFC ; l'appui à la

¹² Le Comité exécutif a décidé, entre autres, d'approuver les activités de facilitation dans le but d'accorder aux pays la souplesse nécessaire pour entreprendre tout un éventail d'activités afin de respecter leurs obligations initiales au titre de l'Amendement de Kigali ; les activités de facilitation pourraient inclure, sans s'y limiter, les activités suivantes : facilitation et soutien de la ratification rapide de l'Amendement de Kigali ; amorçage de la mise en place de mécanismes institutionnels de soutien ; examen des systèmes d'octroi de permis ; communication des données sur les HFC ; et démonstration d'activités non associées à des investissements.

¹³ Le Yémen n'a pas encore ratifié l'Amendement de Kigali.

création de codes du Système harmonisé nationaux et spécifiques au pays pour les HFC par le bureau des douanes afin de faciliter le suivi et l'enregistrement de manière adéquate des importations/exportations de HFC/solutions de remplacement individuels.

Observations du Secrétariat

27. Le Secrétariat a examiné la demande de financement des activités de facilitation et a conclu qu'elle répond aux exigences de la décision 79/46, comme indiqué ci-après :

- a) Une lettre d'approbation du Gouvernement du Yémen a été présentée par le PNUE ;
- b) La proposition de projet comprend une description des activités de facilitation, des mécanismes institutionnels, de la ventilation des coûts et du calendrier de mise en œuvre ; et
- c) La durée de mise en œuvre du projet sera de 18 mois.

28. Le financement sollicité pour le Yémen est conforme à la décision 79/46 c) et a été calculé à partir de la valeur de référence du pays pour les HCFC.

29. Compte tenu de l'absence d'un PGEH actif à l'heure actuelle, le Secrétariat a prié le PNUE de fournir une mise à jour sur les activités liées aux engagements pris dans le cadre du Protocole de Montréal et sur le plan de mise en œuvre dans les délais prévus de cette proposition de projet. Le PNUE a répondu que, en raison du conflit qui sévit dans le pays depuis 2015, le Yémen ne dispose pas d'un PGEH ; cependant le pays reste en conformité grâce à l'assistance fournie au titre du projet de renforcement des institutions qui finance et soutient l'UNO. Le PNUE a ajouté que le ministère s'est engagé fermement en faveur de ce projet, notant qu'il revêt un caractère essentiel pour les obligations à venir au titre de l'Amendement de Kigali. Le PNUE maintient son engagement de fournir tout le soutien technique et politique nécessaire pour mener à bien les activités.

Recommandation du Secrétariat

30. Le Secrétariat recommande l'approbation globale de la demande d'activités de facilitation visant à réduire les HFC au Yémen au niveau de financement figurant dans la section A5 du tableau 1 ci-dessus.

A6 : Assistance technique pour la préparation d'un rapport de vérification sur la consommation de HFC

Description du projet

31. Le Comité exécutif a chargé les agences bilatérales et d'exécution concernées d'inclure respectivement, dans leurs documents sur la coopération bilatérale et dans les amendements de leurs programmes de travail, devant être remis à la 97^e réunion, les demandes de financement relatives aux rapports de vérification au titre de la phase I des KIP de huit pays à faible volume de consommation visés à l'article 5, dans le but de vérifier le respect par ces pays des accords qu'ils ont conclus dans le cadre des KIP (décision 96/22 d))¹⁴. Conformément à la décision, le PNUE, en sa qualité d'agence d'exécution principale, sollicite un financement pour la vérification de la phase I des KIP du Malawi et du Mozambique, comme indiqué à la section A6 du tableau 1.

¹⁴ Les demandes devant être soumises à la 97^e réunion concernent les pays à faible volume de consommation suivants : l'Albanie, le Congo, Cuba, le Kirghizistan, le Malawi, le Mozambique, la Macédoine du Nord et le Turkménistan.

Observations du Secrétariat

32. Le Secrétariat a relevé que les demandes de financement étaient conformes aux lignes directrices relatives au financement des activités de vérification conformément à la décision 96/22 b) et a également noté que les rapports de vérification doivent être remis au moins dix semaines avant la réunion du Comité exécutif durant laquelle la demande pour la prochaine tranche de financement du KIP sera présentée.

Recommandation du Secrétariat

33. Le Secrétariat recommande l'approbation globale de l'assistance technique à l'élaboration de rapports de vérification sur la consommation de HFC au titre de la phase I des plans de mise en œuvre de l'Amendement de Kigali concernant les HFC (KIP) du Malawi et du Mozambique, au niveau de financement figurant à la section A6 du tableau 1, étant entendu que les rapports de vérification doivent être remis au moins dix semaines avant les réunions du Comité exécutif durant lesquelles les demandes pour les prochaines tranches de financement des KIP seront présentées.

Annex I

INSTITUTIONAL STRENGTHENING PROJECT PROPOSALS¹

Cabo Verde: Renewal of institutional strengthening

Summary of the project and country profile		
Implementing agency:		UNEP
Amounts previously approved for institutional strengthening (US \$):		
Phase I:	Mar-02 and Dec-04	75 000
Phase II:	Nov-06	60 000
Phase III:	Apr-09	60 000
Phase IV:	Dec-13	60 000
Phase V:	Nov-15	85 000
Phase VI:	Jun-18	85 000
Phase VII:	Dec-20	85 000
Phase VIII:	Jun-22	85 000
Total:		595 000
Amount requested for renewal (phase IX) (US \$):		180 000
Amount recommended for approval for phase IX (US \$):		180 000
Agency support costs (US \$):		0
Total cost of institutional strengthening phase IX to the Multilateral Fund (US \$):		180 000
Date of approval of country programme:		2001
Date of approval of HCFC phase-out management plan:		2011
Date of approval of Kigali HFC implementation plan:		n/a
Baseline consumption of controlled substances (ODP tonnes/CO ₂ -eq tonnes):		
a) Annex B, Group III (methyl chloroform) (average 1998-2000)		0,0
b) Annex C, Group I (HCFCs) (average 2009-2010)		1,1
c) Annex E (methyl bromide) (average 1995-1998)		0,0
d) Annex F (HFCs) (average 2020-2022 plus 65% of HCFC baseline)		38 791
Latest reported ODS consumption (2023) (ODP tonnes) as per Article 7:		
a) Annex B, Group III (methyl chloroform)		0,00
b) Annex C, Group I (HCFCs)		0,01
c) Annex E (methyl bromide)		0,00
Total:		0,01
d) Annex F (HFCs) (CO ₂ -eq tonnes) as per Article 7		108 860
Year of reported country programme implementation data:		2024
Amount approved for projects (as at May 2025) (US \$):		1 829 396
Amount disbursed (as at December 2024) (US \$):		1 510 976
ODS to be phased out (as at May 2025) (ODP tonnes):		2,4
ODS phased out (as at December 2024) (ODP tonnes):		2,4

1. Summary of activities and funds approved by the Executive Committee:

Summary of activities	Funds approved (US \$)
(a) Investment projects:	0
(b) Institutional strengthening:	595 000
(c) Project preparation, technical assistance, training and other non-investment projects:	1 234 396
Total:	1 829 396
(d) HFC activities funded from additional voluntary contributions	95 000

¹ Data as at December 2024 are based on document UNEP/OzL.Pro/ExCom/97/14.

Progress report

2. Cabo Verde's National Ozone Office (NOO) demonstrated outstanding performance in implementing phase VIII of the institutional strengthening (IS) project, despite the internal transition experienced by the office. The NOO achieved four out of seven performance indicators, with the remaining three partially met due to the transition. The NOO collected import data on HCFCs and HFCs and submitted comprehensive country programme and Article 7 data. Annual meetings with stakeholders, including the National Ozone Steering Committee, were conducted to ensure efficient coordination. During the phase, the NOO organized training sessions for 97 refrigeration and air-conditioning (RAC) technicians (69 men and 28 women), 35 customs officers, seven gendarmes, and 10 other control agents at the park for monitoring and control. Ongoing efforts were focused on raising awareness about HCFC alternatives, relevant legislation, and regulatory frameworks. Additionally, Cabo Verde actively participated in observing World Ozone Day and engaged in Protocol-related meetings.

Plan of action

3. In the upcoming phase of the IS project, the NOO will concentrate on: continuing information dissemination and awareness activities; coordinating the implementation of the second tranche of stage II of the HCFC phase-out management plan (HPMP) and the first tranche of stage I of the Kigali HFC implementation Plan (KIP); promoting and enforcing the licensing and quota system, providing importers with annual quota information; working with the customs to monitor the legal trade of HCFC and HFCs; establishing the technician certification program; sustaining monitoring and evaluation efforts; conducting annual stakeholder workshops to promote low-GWP HCFC alternatives; timely data collection and reporting to the Ozone and Fund Secretariats; and continue its efforts in integrating gender mainstreaming into the implementation of the IS project.

Sustainability and risk assessment

4. The successful implementation of the IS project in Cabo Verde relies on stable funding from the Multilateral Fund. Active participation from stakeholders, relevant associations, ministries, and agencies is crucial for developing recommendations and amendments to laws and regulations and conducting public awareness and promotional activities. The NOO consistently follows the guidance of the National Ozone Steering Committee, comprising the ministries involved, the RAC sector, and other relevant agencies.

Djibouti: Renewal of institutional strengthening

Summary of the project and country profile			
Implementing agency:			UNEP
Amounts previously approved for institutional strengthening (US \$):			
	Phase I:	Jul-02	90 000
	Phase II:	Apr-06	78 000
	Phase III:	Apr-09	60 000
	Phase IV:	Jul-11	60 000
	Phase V:	Jul-13	60 000
	Phase VI:	May-15	50 000
	Phase VII:	Jun-18	84 877
	Phase VIII:	Dec-22	120 000
	Total:		602 877
Amount requested for renewal (phase IX) (US \$):			180 000
Amount recommended for approval for phase IX (US \$):			180 000
Agency support costs (US \$):			0
Total cost of institutional strengthening phase IX to the Multilateral Fund (US \$):			180 000
Date of approval of country programme:			2002
Date of approval of HCFC phase-out management plan:			2012

Summary of the project and country profile	
Date of approval of Kigali HFC implementation plan:	n/a
Baseline consumption of controlled substances (ODP tonnes/CO ₂ -eq tonnes):	
(a) Annex B, Group III (methyl chloroform) (average 1998-2000)	0,0
(b) Annex C, Group I (HCFCs) (average 2009-2010)	0,7
(c) Annex E, (methyl bromide) (average 1995-1998)	0,0
(d) Annex F (HFCs) (average 2020-2022 plus 65% of HCFC baseline)	220 941
Latest reported ODS consumption (2024) (ODP tonnes) as per Article 7:	
(a) Annex B, Group III (methyl chloroform)	0,00
(b) Annex C, Group I (HCFCs)	0,23
(c) Annex E, (methyl bromide)	0,00
Total:	0,23
(d) Annex F (HFCs) (CO ₂ -eq tonnes) as per Article 7	219 822
Year of reported country programme implementation data:	2023
Amount approved for projects (as at May 2025) (US \$):	1 733 213
Amount disbursed (as at December 2024) (US \$):	1 583 076
ODS to be phased out (as at May 2025) (ODP tonnes):	21,3
ODS phased out (as at December 2024) (ODP tonnes):	22,2

5. Summary of activities and funds approved by the Executive Committee:

Summary of activities	Funds approved (US \$)
(a) Investment projects:	157 886
(b) Institutional strengthening:	602 877
(c) Project preparation, technical assistance, training and other non-investment projects:	972 450
Total:	1 733 213
(d) HFC activities funded from additional voluntary contributions	50 000

Progress report

6. Djibouti's NOO successfully implemented key activities under phase VIII of the IS project, successfully achieving three out of seven performance indicators, with four partially achieved. The NOO collected import data on HCFCs and HFCs and submitted comprehensive country programme and Article 7 data. Annual meetings with stakeholders, including the National Ozone Steering Committee, were conducted to ensure efficient coordination. Djibouti demonstrated its commitment to climate change mitigation by initiating the establishment of HFC quota and licensing system and has ratified the Kigali Amendment on 8 March 2024. Ongoing efforts were focused on raising awareness about HCFC alternatives, relevant legislation, and regulatory frameworks. Additionally, Djibouti actively participated in observing World Ozone Day and engaged in Protocol-related meetings.

Plan of action

7. In the upcoming phase of the IS project, the NOO will concentrate on: continuing information dissemination and awareness activities; coordinating the implementation of the first tranche of stage II of the HPMP; preparing stage I of the KIP; promoting and enforcing the licensing and quota system, providing importers with annual quota information, and establishing the licensing and quota system for HFCs; working with customs to monitor the legal trade of HCFCs; coordinating the establishment of the technician certification program under the HPMP; sustaining monitoring and evaluation efforts; conducting annual stakeholder workshops to promote low-GWP HCFC alternatives; timely data collection and reporting to the Ozone and Fund Secretariats; and continuing its efforts in integrating gender mainstreaming into the implementation of the IS project.

Sustainability and risk assessment

8. The successful implementation of the IS project in Djibouti relies on stable funding from the Multilateral Fund. Active participation from stakeholders, relevant associations, ministries, and agencies is crucial for developing recommendations and amendments to laws and regulations and conducting public awareness and promotional activities. The NOO consistently follows the guidance of the National Ozone Steering Committee, comprising the ministries involved, the RAC sector, and other relevant agencies.

Equatorial Guinea: Renewal of institutional strengthening

Summary of the project and country profile			
Implementing Agency:			UNEP
Amounts previously approved for institutional strengthening (US \$):			
	Phase I:	Jul-06 and Apr-09	120 000
	Phase II:	May-15	80 000
	Phase III:	Jun-18	102 370
	Phase IV:	Jul-21	102 400
		Total:	404 770
Amount requested for renewal (Phase V) (US \$):			211 968
Amount recommended for approval for Phase V (US \$):			211 968
Agency support costs (US \$):			0
Total cost of institutional strengthening Phase V to the Multilateral Fund (US \$):			211 968
Date of approval of country programme:			2006
Date of approval of HCFC phase-out management plan:			2011
Date of approval of Kigali HFC implementation plan:			n/a
Baseline consumption of controlled substances (ODP tonnes/CO ₂ -eq tonnes):			
(a) Annex B, Group III (Methyl chloroform) (Average 1998-2000)			0,00
(b) Annex C, Group I (HCFCs) (average 2009-2010)			6,31
(c) Annex E, (Methyl bromide) (Average 1995-1998)			0,00
(d) Annex F (HFCs) (average 2020-2022 plus 65% of HCFC baseline)			271 411
Latest reported ODS consumption (2023) (ODP tonnes) as per Article 7:			
a) Annex B, Group III (Methyl chloroform)			0,00
b) Annex C, Group I (HCFCs)			1,09
c) Annex E, (Methyl bromide)			0,00
			Total
d) Annex F (HFCs) (CO ₂ -eq tonnes) as per Article 7			1,09
			88 978
Year of reported country programme implementation data:			2024
Amount approved for projects (as at May 2025) (US \$):			1 244 224
Amount disbursed (as at December 2024) (US \$):			1 162 584
ODS to be phased out (as at May 2025) (ODP tonnes):			5,5
ODS phased out (as at December 2024) (ODP tonnes):			5,5

9. Summary of activities and funds approved by the Executive Committee:

Summary of activities	Funds approved (US \$)
(a) Investment projects:	145 261
(b) Institutional strengthening:	404 770
(c) Project preparation, technical assistance, training and other non-investment projects:	694 193
Total:	1 244 224
(d) HFC activities funded from additional voluntary contributions	150 000

Progress report

10. Equatorial Guinea's NOO successfully implemented key activities under phase IV of the IS project, successfully achieving three out of seven performance indicators, with four partially achieved. The NOO collected import data on HCFCs and submitted comprehensive country programme and Article 7 data. Annual meetings with stakeholders, including the National Ozone Steering Committee, were conducted to ensure efficient coordination. Equatorial Guinea has demonstrated its commitment to climate protection by reporting HFC data prior to ratifying the Kigali Amendment. The ratification process is currently being finalized. Ongoing efforts were focused on raising awareness about HCFC alternatives, relevant legislation, and regulatory frameworks. Additionally, Equatorial Guinea actively participated in observing World Ozone Day and engaged in Protocol-related meetings.

Plan of action

11. In the upcoming phase of the IS project, the NOO will concentrate on: continuing information dissemination and awareness activities; coordinating the implementation of the first tranche of stage II of the HPMP, and the preparation and implementation of stage I of the KIP; promoting and enforcing the licensing and quota system, providing importers with annual quota information; working with the customs to monitor the legal trade of HCFCs; establishing the technician certification program; sustaining monitoring and evaluation efforts; conducting annual stakeholder workshops to promote low-GWP HCFC alternatives; timely data collection and reporting to the Ozone and Fund Secretariats; concluding the ratification of the Kigali Amendment; and continuing its efforts in integrating gender mainstreaming into the implementation of the IS project.

Sustainability and risk assessment

12. The successful implementation of the IS project in Equatorial Guinea relies on stable funding from the Multilateral Fund. Active participation from stakeholders, relevant associations, ministries, and agencies is crucial for developing recommendations and amendments to laws and regulations and conducting public awareness and promotional activities. The NOO consistently follows the guidance of the National Ozone Steering Committee, comprising the ministries involved, the RAC sector, and other relevant agencies.

Suriname: Renewal of institutional strengthening

Summary of the project and country profile			
Implementing agency:			UNEP
Amounts previously approved for institutional strengthening (US \$):			
Phase I:	Dec-03		110 000
Phase II:	Nov-06		73 333
Phase III:	Nov-09		73 333
Phase IV:	Jul-12		73 333
Phase V:	Nov-14		73 333
Phase VI:	Dec-16		93 866
Phase VII:	Dec-20		93 866
	Total:		591 064
Amount requested for renewal (phase VIII) (US \$):			194 303
Amount recommended for approval for phase VIII (US \$):			194 303
Agency support costs (US \$):			0
Total cost of institutional strengthening phase VIII to the Multilateral Fund (US \$):			194 303
Date of approval of country programme:			2003
Date of approval of HCFC phase-out management plan:			2011
Baseline consumption of controlled substances (ODP tonnes/CO ₂ -eq tonnes):			
(a) Annex B, Group III (methyl chloroform) (average 1998-2000)			0,0

Summary of the project and country profile	
(b) Annex C, Group I (HCFCs) (average 2009-2010)	2,0
(c) Annex E (methyl bromide) (average 1995-1998)	0,0
(d) Annex F (HFCs) (average 2020-2022 plus 65% of HCFC baseline)	272 996
Latest reported ODS consumption (2023) (ODP tonnes) as per Article 7:	
(a) Annex B, Group III (methyl chloroform)	0
(b) Annex C, Group I (HCFCs)	0
(c) Annex E (methyl bromide)	0
Total:	0
(d) Annex F (HFCs) (CO ₂ -eq tonnes) as per Article 7	24 230
Year of reported country programme implementation data:	2024
Amount approved for projects (as at May 2025) (US \$):	2 186 248
Amount disbursed (as at December 2024) (US \$):	1 794 364
ODS to be phased out (as at May 2025) (ODP tonnes):	42,6
ODS phased out (as at December 2024) (ODP tonnes):	41,9

13. Summary of activities and funds approved by the Executive Committee:

Summary of activities	Funds approved (US \$)
(a) Investment projects:	306 952
(b) Institutional strengthening:	591 064
(c) Project preparation, technical assistance, training and other non-investment projects:	1 288 232
Total:	2 186 248
(d) HFC activities funded from additional voluntary contributions	95 000

Progress report

14. The IS project for Suriname was instrumental in supporting the country's efforts to maintain the implementation of the Montreal Protocol activities. The implementation of phase VII was challenged by the loss of the country's long standing advanced NOO in January 2024. A new NOO was identified in February 2024. Following this, UNEP worked closely with the new NOO to ensure that the portfolio of projects and activities was up to date. A country mission was held 12 to 16 May 2025 to evaluate progress on the implementation of all Montreal Protocol projects and factors creating delays in implementation, preparation for the ratification of the Kigali Amendment, and to provide an ad-hoc training programme for the NOO and staff. During the current phase, the following activities were implemented: ODS legislation and regulation to control and monitor ODS consumption and measures towards controlling HFCs; data collection, analysis, and submission; consultations and coordination with other national agencies/stakeholders; coordination of HPMP implementation activities; awareness-raising and information exchange; and regional cooperation and participation in Montreal Protocol meetings.

Plan of action

15. In the upcoming phase of the IS project, the Government of Suriname will continue to support activities to phase out HCFCs and promote Montreal Protocol activities, including support for activities to ratify the Kigali Amendment and support the eventual HFC phase-down. The NOU will review the composition of the Steering Committee to ensure that it can respond to stage II of the HPMP and HFC phase-down, considering the efforts towards gender mainstreaming and taking energy efficiency into consideration. The following actions will be undertaken during the new phase: continue to strengthen coordination within the NOU; continue to implement the licensing and quota system for HCFCs and the licensing system for HFCs; continue to coordinate and monitor programme activities under the HPMP; work closely with stakeholders in the refrigeration servicing sector including capacity development; and implement public and stakeholder awareness campaigns through social and print media. In addition, the

NOU will improve its timely submission of country programme and Article 7 data reporting to the Fund and Ozone Secretariats, respectively, promote gender mainstreaming and will maintain active participation in the meetings related to the Montreal Protocol and the promotion of women's participation in the refrigeration servicing sector.

Sustainability and risk assessment

16. The NOU is located within the National Environment Authority (NMA) and its work programme is incorporated within the NMA's core programme of activities. These factors contribute to the sustainability of the IS project and the framework to assess risks ahead of time and plan for suitable mitigative actions. Secondly, UNEP requires interim reports as part of the small-scale funding agreement with Suriname. These reports allow the country to identify, in advance, any issues that it is experiencing or where activities are not progressing as planned, providing an early indication where UNEP may support, assess and intervene where necessary. Finally, through UNEP's Compliance Assistance Programme services and network meetings, other risks can be assessed and early interventions identified and implemented.

Annexe II

POINTS DE VUE PRÉLIMINAIRES DU COMITÉ EXÉCUTIF SUR LE RENOUVELLEMENT DES PROJETS DE RENFORCEMENT DES INSTITUTIONS SOUMIS À LA 97^E RÉUNION

Cabo Verde

1. Le Comité exécutif a examiné le rapport accompagnant la demande concernant le renouvellement du projet de renforcement des institutions pour Cabo Verde (phase IX) et a pris note avec satisfaction du fait que Cabo Verde a communiqué au Secrétariat du Fonds les données relatives au programme du pays pour les années 2023 et 2024 et au Secrétariat de l'ozone les données exigées en vertu de l'article 7 du Protocole de Montréal, qui indiquent que le pays respecte le calendrier d'élimination du Protocole de Montréal. Le Comité a également relevé que le Gouvernement de Cabo Verde a mis en place des mesures d'exécution de la loi pour réglementer les importations de SAO par le biais d'un système de permis et de quotas et a dispensé une formation complète aux agents des douanes et aux techniciens en réfrigération. Le Comité a pris acte des efforts déployés par le Gouvernement de Cabo Verde et espère qu'il poursuivra avec succès, au cours des trois prochaines années, la mise en œuvre de ses activités afin de continuer à respecter les mesures de contrôle du Protocole de Montréal.

Djibouti

2. Le Comité exécutif a examiné le rapport accompagnant la demande de renouvellement du projet de renforcement des institutions pour Djibouti (phase IX) et a pris note avec satisfaction du fait que Djibouti a communiqué au Secrétariat du Fonds les données relatives au programme du pays pour les années 2023 et 2024 et au Secrétariat de l'ozone les données exigées en vertu de l'article 7 du Protocole de Montréal, qui indiquent que le pays respecte le calendrier d'élimination du Protocole de Montréal. Le Comité a également relevé que le Gouvernement de Djibouti a mis en place des mesures d'exécution de la loi pour réglementer les importations de SAO par le biais d'un système de permis et de quotas et a dispensé une formation complète aux agents des douanes et aux techniciens en réfrigération. Le Comité a pris acte des efforts déployés par le Gouvernement de Djibouti et espère qu'il poursuivra avec succès, au cours des trois prochaines années, la mise en œuvre de ses activités afin de continuer à respecter les mesures de contrôle du Protocole de Montréal.

Guinée équatoriale

3. Le Comité exécutif a examiné le rapport accompagnant la demande concernant le renouvellement du projet de renforcement des institutions pour la Guinée équatoriale (phase V) et a pris note avec satisfaction du fait que la Guinée équatoriale a communiqué au Secrétariat du Fonds les données relatives au programme du pays pour les années 2023 et 2024 et au Secrétariat de l'ozone les données exigées en vertu de l'article 7 du Protocole de Montréal, qui indiquent que le pays respecte le calendrier d'élimination du Protocole de Montréal. Le Comité a également relevé que le Gouvernement de la Guinée équatoriale a mis en place des mesures d'exécution de la loi pour réglementer les importations de SAO par le biais d'un système de permis et de quotas et a dispensé une formation complète aux agents des douanes et aux techniciens en réfrigération. Le Comité a pris acte des efforts déployés par le Gouvernement de la Guinée équatoriale et espère qu'au cours des trois prochaines années il ratifiera l'Amendement de Kigali et poursuivra avec succès la mise en œuvre de ses activités afin de continuer à respecter les mesures de contrôle du Protocole de Montréal.

Suriname

4. Le Comité exécutif a examiné le rapport présenté avec la demande de renouvellement du projet de renforcement des institutions pour le Suriname (phase VIII) et a pris note avec satisfaction du fait que le

Suriname a communiqué au Secrétariat du Fonds les données relatives au programme du pays pour les années 2023 et 2024 et au Secrétariat de l'ozone les données exigées en vertu de l'article 7 du Protocole de Montréal, qui indiquent que le pays respecte le calendrier d'élimination du Protocole de Montréal. Le Comité a pris note des difficultés rencontrées par le gouvernement au cours de l'année écoulée en raison de la disparition de l'ancien Administrateur de l'Unité nationale de l'ozone, a reconnu la qualité du travail effectué jusque-là pour faire progresser les activités menées au titre du Protocole de Montréal et du projet de renforcement des institutions, et a incité le gouvernement et le PNUE à poursuivre leur collaboration. Le Comité a pris acte des efforts déployés par le Gouvernement du Suriname et espère qu'au cours des trois prochaines années il ratifiera l'Amendement de Kigali et poursuivra avec succès la mise en œuvre de ses activités afin de continuer à respecter les mesures de contrôle du Protocole de Montréal.



**AMENDMENT TO
UNEP'S WORK PROGRAMME
2025**

**Presented to the
97th Meeting of the Executive Committee
of the Multilateral Fund for the Implementation
of the Montreal Protocol**

October 2025

United Nations Environment Programme

A. INTRODUCTION

1. UNEP's Work Programme 2025 was approved at the 96th Meeting of the Executive Committee of the Multilateral Fund for the Implementation of the Montreal Protocol.

2. This document, as submitted for consideration to the 97th Meeting of the Executive Committee, represents an Amendment to that Work Programme.

B. SUMMARY OF THE WORK PROGRAMME AMENDMENT FOR 2025

3. Consistent with the Business Plan 2025-2027, this Amendment comprises funding requests for

- Support for the implementation of Institutional Strengthening projects in **4** countries.
- Support in preparation of HCFC phase-out Management Plans (Stages 2 and 3) in **3** countries.
- Support in preparation of national inventories of banks of waste-controlled substances and national action plan in **8** countries
- Support in preparation of Verification reports in **2** countries.
- Support for Enabling Activities for Kigali Amendment in **1** country.
- Support in preparation of the Kigali HFC Implementation Plan (KIP) in **3** countries.

4. Details of the Work Programme Amendment and the total requested funding by project groups are presented in Table 1.

5. Summary of the Work Programme Amendment is presented in Table 2.

Table 1. Funding requests for annual tranches for ISP renewals and individual projects to be considered at the 97th Meeting of the Executive Committee

Country	Project title	Amount, US\$	PSC, US\$	Total requested amount, US\$
INSTITUTIONAL STRENGTHENING PROJECT RENEWALS (ISRs)				
Cape Verde	Extension of the institutional strengthening project (phase IX)	180,000	0	180,000
Djibouti	Extension of the institutional strengthening project (phase IX)	180,000	0	180,000
Equatorial Guinea	Extension of the institutional strengthening project (phase V)	211,968	0	211,968
Suriname	Extension of the institutional strengthening project (phase VIII)	194,303	0	194,303
Sub-total for Institutional Strengthening Projects		766,271	0	766,271
PREPARATION OF HCFC PHASE-OUT MANAGEMENT PLANS (STAGES 2 and 3)				
Central African Republic	Preparation of HCFC Phase-out Management Plan (HPMP) Stage II – the cooperating agency	10,000	1,300	11,300
Qatar	Preparation of HCFC Phase-out Management Plan (HPMP) Stage III - the lead agency in cooperation with UNIDO	40,000	5,200	45,200
Syrian Arab Republic	Preparation of HCFC Phase-out Management Plan (HPMP) Stage II - the lead agency in cooperation with UNIDO	45,000	5,850	50,850
Sub-total for Preparation of HCFC phase-out Management Plans (Stage 3)		95,000	12,350	107,350
PREPARATION OF NATIONAL INVENTORIES OF BANKS OF WASTE-CONTROLLED SUBSTANCES AND NATIONAL ACTION PLAN				
Antigua and Barbuda	Preparation of national inventories of banks of waste-controlled substances and national action plan – the lead agency	70,000	9,100	79,100
Chad	Preparation of national inventories of banks of waste-controlled substances and national action plan – the lead agency	90,000	11,700	101,700
Guinea Bissau	Preparation of national inventories of banks of waste-controlled substances and national action plan – the lead agency	80,000	10,400	90,400
Jordan	Preparation of national inventories of banks of waste-controlled substances and national action plan – XXX	37,000	4,810	41,810

Mali	Preparation of national inventories of banks of waste-controlled substances and national action plan – the lead agency	90,000	11,700	101,700
Saint Vincent and the Grenadines	Preparation of national inventories of banks of waste-controlled substances and national action plan – the lead agency	70,000	9,100	79,100
Serbia	Preparation of national inventories of banks of waste-controlled substances and national action plan – the lead agency	90,000	11,700	101,700
Syrian Arab Republic	Preparation of national inventories of banks of waste-controlled substances and national action plan – the lead agency	100,000	13,000	113,000
Sub-total for Preparation of national inventories of banks of waste-controlled substances and national action plan		627,000	81,510	708,510
TECHNICAL ASSISTANCE TO PREPARE A VERIFICATION REPORT ON HCFC CONSUMPTION				
Malawi	Verification report for stage I of the Kigali Implementation Plan for HFC phase down	30,000	3,900	33,900
Mozambique	Verification report for stage I of the Kigali Implementation Plan for HFC phase down	30,000	3,900	33,900
Sub-total for Preparation of Verification reports		60,000	7,800	67,800
ENABLING ACTIVITIES FOR KIGALI AMENDMENT				
Yemen	Enabling activities for Kigali Amendment	250,000	17,500	267,500
Sub-total for Preparation of Enabling Activities		250,000	17,500	267,500
PREPARATION OF KIGALI IMPLEMENTATION PLAN (KIP) STAGE I				
Brunei Darussalam	Preparation of Kigali Implementation Plan (KIP) stage I - the lead agency in cooperation with UNIDO.	135,000	17,550	152,550
Pakistan	Preparation of Kigali Implementation Plan (KIP) stage I - the cooperating agency.	45,000	5,850	50,850
Sub-total for Preparation of the Kigali HFC Implementation Plan (KIP)		180,000	23,400	203,400

Table 2. Summary of items submitted for consideration by the 97th Executive Committee meeting by group

Type of projects	Value in US\$	Project support costs in US\$	Total in US\$
Sub-total for Institutional Strengthening Projects	766,271	0	766,271
Sub-total for Preparation of HCFC phase-out Management Plans (Stages 2 and 3)	95,000	12,350	107,350
Sub-total for Preparation of national inventories of banks of waste-controlled substances and national action plan	627,000	81,510	708,510
Sub-total for Preparation of Verification reports	60,000	7,800	67,800
Sub-total for Enabling Activities	250,000	17,500	267,500
Sub-total for Preparation of the Kigali HFC Implementation Plan (KIP)	180,000	23,400	203,400
Grand Total	1,978,271	142,560	2,120,831

C. PROJECT CONCEPTS for items to be submitted by UNEP

Title: *Requests for institutional strengthening renewals for (4 countries) (Cape Verde Djibouti, Equatorial Guinea and Suriname)*

Background: Renewals of institutional strengthening projects (ISP) for the above-listed twenty countries are being requested in line with relevant decisions and guidelines of the Executive Committee.

These projects have been included in the UNEP's 2025-2027 Business Plan.

Objectives: To assist the Governments of these Article 5 countries in building and strengthening their capacity for the implementation of the Montreal Protocol and its Amendments.

Activities and Individual documents for these projects – the terminal reports and the action plans -

<i>description:</i>	have been submitted to the Multilateral Fund Secretariat separately.	
<i>Time Frame:</i>	36 months	
<i>Per country cost:</i>	Country	US\$
	Cape Verde	180,000
	Djibouti	180,000
	Equatorial Guinea	211,968
	Suriname	194,303
	Total	766,271 (USD)

*Note: No project support costs are requested for institutional strengthening projects.

**MULTILATERAL FUND FOR THE
IMPLEMENTATION OF THE MONTREAL PROTOCOL
HPMP PROJECT PREPARATION REQUEST FORM
HCFC PHASE-OUT MANAGEMENT PLAN (OVERARCHING STRATEGY)**

Part I: Project Information

Project title:	Stage 3 - HCFC Phase-out Management Plan (preparation)	
Country:	State of Qatar	
Lead implementing agency:	UNEP	
Cooperating agency:	UNIDO	
Implementation period:	Jan. 2026- Jun. 2027	
Funding requested:		
Agency	Sector	Funding requested (US \$)*
UNEP	Overarching	(40,000) + PSC
UNIDO	Overarching	(20,000) + PSC

*Details should be consistent with information provided in the relevant sections below.

Part II: Prerequisites for submission

Item	Yes	No
1. Official endorsement letter from Government specifying roles of respective agencies (where more than one IA is involved)	☒	☐
2. Written confirmation – balances from previous PRP funding approved for stage II HPMP had been returned / will be returned (Decision 71/42(i))	☒	☐
Specify meeting at which PRP funding balance had been returned/will be returned	Stage II PRP funding balance was returned to the MLFS.	

A. Information required to support PRP funding (Overarching strategy)

1. Montreal Protocol compliance target to be met in ☐ stage II / ☒ stage III of the HPMP			
Phase-out commitment (%)	100%	Year of commitment	2030
☒ Servicing only		☐ Manufacturing only	☐ Servicing and manufacturing
2. Brief background on previous stage of the HPMP			
Please provide a brief background on the previous stage of the HPMP, when it was approved, a brief description of the progress in implementation of the previous stage of the HPMP to demonstrate that substantial progress had been made.			
Stage II of the HCFC phase-out management plan (HPMP) for Qatar was approved at the 88th meeting of the Executive Committee in (15 – 19) November 2021 for the period from 2021- 2026 to reduce HCFC consumption by 67.5 per cent of the country's baseline, in the amount of US \$789,440, consisting of US \$365,000, plus agency support costs of US \$25,500 for UNIDO, and US \$353,000, plus agency support costs of US \$45,890 for UNEP. Stage II consists of three tranches that cover policy and enforcement capacity-building (legislation), customs training, training and certification of RAC servicing technicians, promotion of alternative technologies, development of standards for products and services, procurement of equipment for a reclaim center and training centers, and monitoring and control and policy update. Also, the ExCom approved the first tranche of stage II of the HPMP for Qatar, and the corresponding tranche implementation plan, in the amount of US \$376,985, consisting of US \$205,000, plus agency support costs of US \$14,350 for UNIDO, and US \$139,500, plus agency support costs of US \$18,135 for UNEP. For policy and enforcement capacity-building, two draft ministerial decision have been prepared, the first aims to advance the implementation of the certification scheme and good servicing practices for RAC technicians, and the second concerns banning the use of disposable refrigerant cylinder as well as the import and use of HCFC-141b contained in pre-blended polyols. Additionally, the E-licensing system has been updated to include non- ODS substances and has been enhanced to be more efficient and user friendly. The NOU team and Enforcement officers			

from local governments have been trained to the use the updated electronic licensing system.

The capacities of 40 customs officers have been enhanced in combating illegal trade and in the safe handling of hazardous refrigerants through organizing a training workshop that focused on the Montreal Protocol and HCFC control, the country compliance' requirements and importance, the role of Customs, good practices in monitoring and controlling ODS trade, risk profiling, and practical exercise on the use ODS identifiers. Additionally, cooperation with the Customs Authority continued to enhance ODS control on goods entering Qatar for transit under the Free Trade Agreement, including updating HS codes and managing ODS shipments in transit. On the other hand, to support regional and cross-border enforcement, the NOU participated in 4 meetings during 2022-2023 that focused on revising the HS Code for the controlled substances under the MP in the GCC Countries.

Additionally, and to build the capacities of RAC servicing sector, the training curriculum for RAC technician has been updated to include newly long-term ODS alternatives, including natural refrigerants, along with related safety and technical aspects. In coordination with Qatar University, refresher training for 20 RAC trainers was organized, and 40 technicians were trained and certified on best practices and technical aspects. Furthermore, several meetings were held with RAC and servicing companies to raise awareness about the importance of training RAC technicians, discuss their needs, and improve the training to meet the market need.

To promote alternative technologies, the NOU held several meetings and consultation workshops with RAC sector companies to encourage the shift toward low-GWP, environmentally friendly alternatives. Experts attended these consultations to exchange experiences and address obstacles and challenges related to emerging technologies. Additionally, Cooperation continued with Qatar general organization for Standards to update the national RAC standards in accordance with the agreed road map developed through the close cooperation between GCC countries and UNEP.

Key steps have been taken to develop a legal framework for ODS recovery and recycling centers, including financial incentives. A draft law was prepared with the Ministry's legal department to enforce gas recycling and establish a reclamation center. An international expert conducted a feasibility study and surveyed RAC companies, supported by awareness workshops. Multiple meetings and consultations with stakeholders and authorities were held in 2022–2023 to review and validate the project, including site inspections by the expert.

Progress report for implementation of Tranche-I stage II- UNIDO

The activities as proposed in document 88/60 under tranche I of stage II and their progress status as per document 93/83 is provided in the table below:

Activities	Progress Status
R/AC Servicing Capacity Building	
Preparations for the implementation of a reclamation centre, including development of a business model and procurement of equipment for one high-capacity reclamation centre	Preparation has begun for the establishment of a reclamation centre, including a study on the feasibility of the reclamation and a survey on consumption of both HFCs and HCFCs in RAC sectors and subsectors for 2017-2021; the development of a business model; a visit and evaluation of possible enterprises for the reclamation centre; development of equipment specifications to establish a reclamation centre with capacity of 50 mt of HFCs and HCFCs, which can be scaled up to 150 mt; and awareness workshops on the importance of recovery and recycling centres. UNIDO undertook a mission in October 2023 to Qatar to visit and evaluate 3 potential hosts as well as discuss logistics and equipment procurement; after the list of equipment and method of procurement is agreed upon, delivery is expected to take up to eight months. The legal framework for management of the centre, consisting of governmental policies to ensure its sustainability, was also being developed, supported by the upcoming mandatory recovery of refrigerants, the upcoming ban on disposable refrigerant cylinders, and a plan for the implementation of a licensing scheme for reclamation centres. That framework was expected to be finalized by June 2024, and the reclamation centre is expected to be operational by December 2026.
Technical and Enforcement Outreach and promotion of the new alternative technologies	
Technical assistance to assist	Information on emerging low-GWP technologies, with a focus on RAC manufacturing and

HCFC-123 chiller owners to transition to non-ODS and low-GWP alternatives	servicing, was disseminated through meetings with a total of 48 participants (including 17 women), and a workshop attended by 32 participants (including five women) for chiller owners and enterprises working with HCFC-123 and with enterprises that used pre-blended polyols. In addition, two meetings for importers and end-users of HCFC-123-based chillers with international RAC equipment and parts manufacturers were organized to discuss low-GWP technologies for the transition from HCFC-123.
Enforcement	
Procurement of five refrigerant identifiers for training centres and key ports/check points	Procurement of the five advanced refrigerant identifiers was delayed due to a backlog with the supplier.
Monitoring	
Monitor the consumption quotas to users and control the quotas and supplies according to the licensing and quota enforced	Disbursements related to the project management and monitoring unit (consultants, travel, meetings and workshops) are expected to be made by March 2024

The Executive Committee approved at its 93rd meeting in (15 – 19) December 2023 the Second Tranche of the HPMP Stage II for Qatar and the corresponding tranche implementation plan in the amount of US \$147,615, consisting of US \$79,500, plus agency support costs of US \$10,335 for UNEP, and US \$54,000, plus agency support costs of US \$3,780 for UNIDO. Noting that the approved funds would only be transferred by the treasurer to UNEP after the secretariat had confirmed that the country had implemented the commitments listed in decision 88/54(e)(i), (ii), and (iii); and UNEP would include an update on the progress made in implementing the recommendations contained in the 2020-2022 verification report as a part of the progress report on the implementation of the second tranche of the HPMP.

For UNEP, planned activities under the second tranche will focus on strengthening regulations and enforcement capacities, enhancing technical skills, promoting alternative technologies, developing national standards related to RAC, continuing the operation of the monitoring and control system, and updating policies and regulations as required under the MP. Key initiatives include improvements to the e-licensing and monitoring system, ongoing Customs officer training with a focus on risk profiling, and strengthening cross-border cooperation with GCC countries. Technician training on RAC good servicing will continue, a pilot technician certification program will be implemented, and efforts to strengthen the RAC industry and networking will be enhanced. Efforts to promote alternative technologies will include information dissemination and public awareness campaigns. Cooperation will continue with Qatar general organization for Standards to update the national RAC standards in accordance with the proposed road map for the GCC countries. Standard Operating Procedures (SOPs) for servicing workshops will be developed, and awareness of handling flammable and hazardous refrigerants will be raised. Finally, the operation of the monitoring and control system will continue, and the updated ODS policies and regulations, as well as the legal framework for the establishment and management of ODS recovery and recycling centers, will be finalized.

Although no funds have been released for UNEP to undertake the planned activities under this second tranche, the following have been achieved in implementing the commitments listed in decision 88/54(e)(i), (ii), and (iii):

- A ministerial decision has been prepared regarding banning the use of disposable refrigerant cylinder, and the import and use of HCFC-141b contained in pre-blended polyols. The decision will be issued after completing the final internal procedural step.
- Several consultation meetings were held with key stakeholders in the RAC sector to: inform them about the ministerial decision and the proposed ban; and discuss challenges and agree on the way forward to strengthen cooperation and facilitate the implementation of the HPMP, as well as to meet the country's commitments under the Montreal Protocol.
- A survey was conducted to assess companies' readiness to implement the ban.
- A draft ministerial decision has been prepared in accordance with the updated GCC ODS unified regulations adopted in 2014 to advance the implementation of the certification scheme and good servicing practices for RAC technicians.
- The e-licensing system was originally established in 2020 and was updated in 2023 to align with local requirements, definitions, and procedures, as well as to enhance efficiency and user-friendliness.
- NOU staff have been trained to use the updated system. The system is currently monitoring HFCs and will be further updated following the ratification of the Kigali Amendment.

The activities as proposed in document 93/83 under tranche II of stage II and their progress status is provided in the

table below:

Activities	Progress Status
Legal framework	
Procurement of five refrigerant identifiers for training centres and key ports/check points, and training of personnel	UNIDO continued to implement activities with regard to the procurement of five refrigerant identifiers for training centres and key ports/check points. Following the tendering process for the supply of refrigerant identifiers, UNIDO received six bids, of which five were technically acceptable, the lowest bidder being UNICORN. All bidders offered the same model of refrigerant identifier (the Legend Series, as previously supplied by UNICORN). All bidders informed that none of the identifiers are currently in stock, and delivery timelines are estimated to range between 2–6 months. PO 3000136856 was counter signed in January 2025. The estimated delivery time of the refrigerant identifiers is Q4, 2025.
Technical assistance	
Procurement of equipment for one high-capacity reclamation centre, and training of personnel	UNIDO continued to implement activities with regard to the procurement of equipment for one high-capacity reclamation centre. The technical specifications have been finalized. US \$143,000 is earmarked for the establishment of the reclamation center. The total estimated budget amounts to US \$178,286. Thus, the co-financing requirement is estimated at US \$35,286. The host of the reclamation center proposed that any potential upfront costs be apportioned 80% to UNIDO and 20% to Buzwair. The working agreement between Ministry of Environment and Climate Change, UNIDO and Buzwair Industrial Gases Factories has been finalized yet to be counter signed by all parties. Moreover, the NOU is yet to submit an endorsement letter endorsing Buzwair as host of the reclamation center. On August 11, a meeting was held between UNIDO and the NOU to discuss the sustainability of the project, procurement procedures and ownership of the equipment. The NOU proposed to organize another meeting to clarify specific points regarding the ownership of the equipment and the framework of the agreement and the contracts. UNIDO intends to advertise the bid and sub-contract supplier in Q4, 2025. The estimated delivery time of the equipment including installation, commissioning and training is Q2, 2026.
Continuation of technical assistance to assist HCFC-123 chiller owners to transition to non-ODS and low-GWP alternatives, including through the organization of awareness workshops	Following the HCFC-123 chiller owners awareness raising workshop that took place on October 10, 2023 under tranche I, UNIDO proposed to organize another awareness raising work shop ONLY for owners of chillers using both HCFC-22 and HCFC-123. The NOU confirmed that Trane maintains all its HCFC-123 chillers operating in Qatar. These are fully serviced and containment procedures are already in place.
Procurement of three sets of equipment, including manifold gauges; portable leak detectors for hydrocarbons, ammonia and carbon dioxide; refrigerant weight scales; vacuum pump; recovery sets for hydrocarbons; recovery sets for other refrigerants; recycling cylinders; and tools for training centres	UNIDO and the NOU have identified two training centers that will be capacitated with RAC training tools and equipment. The list of tools and equipment as well as the ToRs have been finalized. The procurement was conducted via the existing LTA with Unicorn. The estimated delivery time of the RAC tools and equipment to Qatar University and University of Doha is Q4, 2025.
Project Management and Monitoring	
Project management and monitoring, including consultants, travel, verification of consumption, and meetings, workshops, and operating expenses	UNIDO continued to undertake project management and monitoring. An international expert has been hired to conduct the verification of HCFC consumption for the years 2022, 2023, and 2024. The expert will also draft the tranche III request that will be submitted at the 97th ExCom meeting scheduled for 1 to 5 December 2025.

3. Current progress in implementation of previous stage of the HPMP				
Activity	Description			Implementing agency
Legal/regulatory framework	See above			UNEP
Refrigeration servicing sector	See above			UNEP
Refrigeration servicing sector	See above			UNIDO
Refrigeration servicing sector	See above			UNIDO
4. Overview of current HCFC consumption in metric tonnes by substance (last three years)				
Substance	Sector	2022	2023	2024
HCFC-22	RAC servicing	1,024.96	1,026.80	726.6918
HCFC-123	RAC servicing	3.60	0.0	0.0
HCFC-141b	---	0.00	0.00	0.0
HCFC-142b	---	0.00	0.00	0.0
HCFC-141b	Pre-blended polyols	0.00	0.00	0.0
5. Based on the consumption data given above, please provide a description of the sector/sub-sector that uses HCFCs in the country, including a short analysis and explanation of the consumption trends (i.e., increasing or decreasing)				
All remaining HCFC consumption in the country is dedicated solely to the Refrigeration and Air Conditioning (RAC) servicing sector. This consumption is needed to maintain existing equipment, as the use of HCFCs for manufacturing has already been phased out. The country is actively working to control and reduce this consumption to meet the total phase-out target by 2030, in line with the Montreal Protocol.				
6. Description of information that needs to be gathered and updated. Explain why this has not been undertaken during preparation for the previous stage of the HPMP.				
Information needed	Description			Agency
Updated data on HCFC consumption in manufacturing/servicing sector	Conduct surveys to collect information on the HCFC quantities currently consumed by sector.			UNEP
Updated sectoral consumption information	Update the inventory of HCFC-based equipment especially air conditioners and commercial HCFC-based equipment.			UNEP
Others, specify. Stakeholders consultations	Identify and discuss with the relevant stakeholders, possible ways of reducing the current consumption of HCFCs in the country. Taking into account the limitations with alternatives suitable for Qatar.			UNEP
New information on ODS regulations	Analysis of the current regulatory and institutional framework including the enforcement mechanism and capacity.			UNEP
Collection of data for training institutes, RAC workshops, installer, technicians for the distribution of Tools and Equipment for the RAC servicing sector	Carry out survey for the selection of technician, technical institutes offering RAC program, RAC workshops and RAC equipment installer for the distribution of tools and equipment as per selection criteria agreed with the stakeholders. Also survey supermarkets, major industrial and commercial customers using high-capacity chillers			UNIDO
7. Activities to be undertaken for project preparation and funding				
Activity	Indicative funding (US \$)			Agency
Updated data on HCFC in consuming sectors; and inventory of HCFC based equipment	15,000			UNEP
Analysis of the current regulatory and institutional framework including the enforcement mechanism and capacity.	10,000			UNEP

Stakeholders consultations and development of HPMP Stage III project document	15,000	UNEP
Coordinating Stage III PRP activities with activities related to Kigali Amendment Implementation Plan PRP	4,000	UNIDO
Data Collection and Surveys for training institutes, RAC workshops, installer, technicians for the distribution of Tools and Equipment for the RAC servicing sector	12,000	UNIDO
Evaluate the climate co-benefits	4,000	UNIDO
TOTAL	60,000	
8. How will activities related to implementation of the Kigali Amendment to phase down HFCs be considered during project preparation for stage III of the HPMP?		
The overarching strategy for Qatar is to implement an integrated plan for HCFC reductions in the servicing sector by promoting and adopting energy-efficient alternative technologies to achieve climate benefits, operationalizing the R&R&R scheme, and enforcing the RAC certification scheme for improved refrigerant management. The strategy focuses on updating existing policies, strengthening their implementation, and building the capacity of refrigeration experts and practitioners to support the transition to ozone- and climate-friendly alternatives. These activities, being prepared for HPMP Stage III, will complement those planned for the KIP, once Qatar ratifies the Kigali Amendment, which is expected soon. The Government of the State of Qatar remains committed, to the extent possible, to phasing out remaining HCFC consumption while increasing the use of low-GWP alternatives.		
9. How will the Multilateral Fund gender policy be considered during project preparation?		
In line with ExCom decision 92/40 and ExCom document 92/51, the Fund Secretariat's operational gender mainstreaming policy and selected performance indicators described in Annex XXII of ExCom 92 report will be incorporated into the preparation of the stage III prep.		

**MULTILATERAL FUND FOR THE
IMPLEMENTATION OF THE MONTREAL PROTOCOL
HPMP PROJECT PREPARATION REQUEST FORM
HCFC PHASE-OUT MANAGEMENT PLAN (OVERARCHING STRATEGY)**

Part I: Project Information

Project title:	Stage 2 - HCFC Phase-out Management Plan (preparation)	
Country:	Syrian Arab Republic	
Lead implementing agency:	UNEP	
Implementation period:	Jan. 2026- Dec. 2026	
Funding requested:		
Agency	Sector	Funding requested (US \$)*
UNEP	Overarching	(45,000) + PSC
UNIDO	Overarching	(15,000) + PSC

*Details should be consistent with information provided in the relevant sections below.

Part II: Prerequisites for submission

Item	Yes	No
1. Official endorsement letter from Government specifying roles of respective agencies (where more than one IA is involved)	☒	☐
2. Written confirmation – balances from previous PRP funding approved for stage II HPMP had been returned / will be returned (Decision 71/42(i))	☒	☐
Specify meeting at which PRP funding balance had been returned/will be returned	Stage II PRP funding balance was returned to the MLFS.	

A. Information required to support PRP funding (Overarching strategy)

1. Montreal Protocol compliance target to be met in ☐ stage II / ☒ stage III of the HPMP			
Phase-out commitment (%)	100%	Year of commitment	2030
☒ Servicing only		☐ Manufacturing only	☐ Servicing and manufacturing
2. Brief background on previous stage of the HPMP			
Please provide a brief background on the previous stage of the HPMP, when it was approved, a brief description of the progress in implementation of the previous stage of the HPMP to demonstrate that substantial progress had been made.			

At its 86th Meeting held in Montreal in November 2020, the Executive Committee approved in principle, stage I of the HCFC phase-out management plan (HPMP) for Syria to reduce HCFC consumption by 67.5 per cent of the baseline consumption by 2025, at the amount of \$1,728,517, consisting of \$1,209,276, plus agency support costs of \$143,020 for UNEP, and \$351,608, plus agency support costs of \$24,613 for UNIDO. Also, the ExCom approved the first tranche of stage I of the HPMP for Syria, and the corresponding tranche implementation plan, in the amount of US \$642,848, consisting of \$ 238,428, plus agency support costs of \$28,199 for UNEP, and \$351,608, plus agency support costs of \$24,613 for UNIDO.

Noting that stage I of the HPMP also included US \$1,465,361, plus agency support costs of US \$109,902 for UNIDO, for an investment project for the phase-out of 12.88 ODP tonnes of HCFCs from the manufacture of unitary air-conditioning equipment and rigid polyurethane insulation panels, approved at the 62nd meeting; and That the revised starting point for sustained aggregate reduction in HCFC consumption was 135.03 ODP tonnes. And to note the deduction of 12.88 ODP tonnes of HCFCs from the starting point for sustained aggregate reduction in HCFC consumption for the investment project referred to in sub-paragraph (a), above, and a further 16.98 ODP tonnes of HCFCs for the implementation of stage I of the HPMP.

Stage I tranche II of the HCFC phase-out management plan (HPMP) for Syria was approved at the 91st meeting of the Executive Committee in (5 –9) December 2022 to achieve a reduction of 21.7 ODP tons (15.9 ODP t from the foam sector, 1.3 ODP t from the AC sector plus 4.6 ODP t from the servicing sector), in the amount of US \$2,439,810, consisting of US \$418,100, plus agency support costs of US \$49,448 for UNEP, and US \$1,843.236, plus agency support costs of US \$129,26 for UNIDO.

Stage I consists of Four tranches that cover policy and enforcement capacity-building (legislation), customs training, training and certification of RAC servicing technicians, promotion of alternative technologies, development of standards for products and services, procurement of equipment for a reclaim center and training centers, and monitoring and control and policy update. In addition to investment projects to phase out the HCFCs consumption in the foam and AC manufacturing sector. The planned reductions under stage I is 28.56 ODP tons and the remaining eligible consumption is 26.96 ODP tons of R-22.

For policy and enforcement capacity-building, a comprehensive licensing system issued in Jan. 2022, procedures are updated by MoLAE and stakeholders are aware of it, the licensing system aims to advance the implementation of the certification scheme and good servicing practices for RAC technicians, and controlling the import, export and use of MP controlled substances including the use of HCFC-141b contained in pre-blended polyols form. Additionally, the E-licensing system has been developed and introduced to NOU for approval.

The HS code 2022, has been adapted into the Syrian Customs regulations, in addition to provide the necessary tools (refrigerant's identifiers) to assure safe and efficient implementation and control.

Additionally, and to build the capacities of RAC servicing sector, the training curriculum for RAC technician has been updated to include newly long-term ODS alternatives, including natural refrigerants, along with related safety and technical aspects. In coordination with NOU, comprehensive Train-of-Trainers has been conducted in 24-26 August 2022 with 27 trainees (24 males and 3 females) who were certified on best practices and technical aspects. Furthermore, several meetings were held with RAC and servicing companies to raise awareness about the importance of training RAC technicians, discuss their needs, and improve the training to meet the market need.

To promote alternative technologies, the NOU held several meetings and consultation workshops with RAC sector companies to encourage the shift toward low-GWP, environmentally friendly alternatives, and address obstacles and challenges related to emerging technologies. Additionally, Cooperation continued with Syria general organization for Standards to update the national RAC standards in accordance with the agreed road map developed through the close cooperation between GCC countries and UNEP.

Progress report for implementation of Tranche II of Stage I- UNIDO

The activities as proposed in document 88/60 under tranche I of stage II and their progress status as per document 93/83 is provided in the table below:

Activities	Progress Status
Procurement of Equipment	
Procurement of advanced identifiers for training centres	Six (6) 700H pro refrigerant identifiers have been procured and successfully delivered to Syria in September 2022. They are currently undergoing customs clearance.

and Customs authority Procurement of sets of tools and equipment for the training and certification centres such as vacuum pumps, smart tools, R&R equipment, training rigs etc.	The following sets of tools have been procured and successfully delivered to Syria in July 2022. • Portable leak detector for Hydrocarbon (x5 sets) • Portable leak detector for CFC, HCFC, HFC, HFO (x5 sets) • Vacuum pump (x5 sets) • Manifold gauge 0-50 bar (x5 sets) • Recovery unit refrigerants (x3 sets) • Refrigerant recovery cylinder (x5 sets) • Nitrogen pressure regulator (x5 sets) • Training tools for technicians: • Lokring sets (x10 sets) • Safety goggles (x10 sets) • Gloves (x10 sets) • Core Valve Removal Tool for 1/4" and 5/16" access ports (x10 sets) • Compact clamp meter with thermometer (x10 sets) • Vacuum gauge (x10 sets) • Screwdriver set (x10 sets) • Set allen keys metric (x10 sets) • Portable tool chest (x10 sets) • Reamers (x10 sets) • Piercing pliers including spare tip (x10 sets) • Wire stripper (x10 sets) • Wire cutters (x10 sets) • Long nose pliers (x10 sets) • Universal pliers (x10 sets) • Pinch off pliers (x10 sets) • Triple head bender (6, 8, 10 mm) (x10 sets) • Tube cutter set (miniature: 3-16mm, standard: 7-41mm) (x10 sets) • Metric flaring and swaging tool (x10 sets) • Capillary tube (x10 sets) • Capillary tube cutter (x10 sets) • Adjustable wrench set (x10 sets) • Ratchet wrench set (Reversible ratchet wrench w/bit assortment) (x10 sets) • Brazing kit (with brazing rods, flux coated 15% Ag) Butane or Acetylene) (x10 sets) • Expander tool metric (x10 sets) • Crossbow tube bender metric (x10 sets) • Four-way digital manifold (SMAN440 or equivalent) with hoses (x10 sets) • Digital Refrigerant Weight Scale (0-100kg) (x6 sets) • Digital Refrigerant Weight Scale (0-50kg) (x6 sets) • Split air-conditioner test rig (220V, 50 Hz) (x10 sets) • Refrigeration cycle demonstration unit (220V, 50 Hz) (x10 sets) • Simple Compression Refrigeration Trainer (x10 sets) • Recovery and charging module (x10 sets) ○ Split A/C unit built on a trolley ○ Packaged unit on wheels • Mobile Refrigeration Trainer (220V, 50Hz) (x2 sets) • A/C & Refrigeration system Trainer (220V, 50Hz) (x2 sets) • Recovery & Recycling Cylinder (x30 sets) • Refrigerant recovery cylinder 30lb (x20 sets) • 4-way manifold gauge set for R134a and blends (x50 sets) • Handheld electronic leak detector for CFCs, HCFCs, HFCs, HFOs and HCs (x20 sets) • Refrigerant weight scale (0-50 kg) (x20 sets) • Digital vacuum gauge (x20 sets) sets) • 4-way manifold gauge set for R134a and blends (x50 sets) • Portable Refrigerant identifier (CFC, HCFC, HFC, and HC) (x20 sets) • Handheld electronic leak detector for CFCs, HCFCs, HFCs, HFOs and HCs (x20 sets) • Refrigerant weight scale (0-50 kg) (x20 sets) • Digital vacuum gauge (x20 sets)
--	--

Technical assistance	
Technical assistance for the manufacturing sector to adopt low-GWP alternatives	Awareness-raising workshops During the period of August-October 2021, 6 awareness-raising workshops on alternative technologies to facilitate HCFC phase-out were organized for over 134 participants in Damascus, Homs and Aleppo in the foam and RAC sectors, respectively. Meeting attendees included Industrial Companies (Al Hafez Company, Al Madina Refrigerators company, Al Hafez for Mechanical Industry, Barada Refrigerators company, Al Atassi Company); Syrian Customs Authority; Damascus Environmental Department; Ministry of Industry; Ministry of Local Administration and Environment. The objectives of the workshops were as follows: • Provide technical assistance to the manufacturing sector; • Raise awareness about the HCFC phase-out; • Provide information on available low-GWP alternative technologies, and • Assist manufacturers in selecting alternative technologies to HCFC-141b in PU foam, HCFC-142b in XPS board and HCFC-22 in domestic air conditioners.
	Data collection mission to Homs, Aleppo, Hama, Latakia and Damascus suburbs by national UNIDO consultants and the Ministry of Local Environment and Administration. A data validation mission was organised from 8-29 June for the purpose of validating data collected during a survey among industries consuming ODS substances so as to facilitate the preparation of the investment components for the HPMP Stage I. The validation mission was organised by UNIDO together with the Ministry of Local Environment and Administration, whereby two UNIDO national consultants participated together with the Director of the Ministry. Detailed questionnaires were used for interviewing 51 companies visited all over the country. A total of 51 industries in numerous sectors including domestic and commercial refrigeration, PU sandwich and truck boxes, domestic and commercial ACs and systems houses were visited and interviewed by the mission delegation: Homs (12), Aleppo (19), Hama (5), Latakia (6) and Damascus (9). From these, a total of 19 companies were identified as potential beneficiary enterprises for the investment components of the HPMP Stage I which were submitted to the 91st ExCom meeting in advance of the 12-week deadline. A workshop for the validation of data collected during the survey and for awareness-raising on alternative technologies was jointly organized by the United Nations Industrial Development Organization (UNIDO), and the United Nations Environment Programme's Compliance Assistance Programme (CAP) in West Asia in Beirut, Lebanon on 23-24 June 2022. Over 40 participants participated including identified industries which utilize Ozone Depleting Substances (ODS), NOU representatives from Syria, Lebanon and Iraq, as well as UNEP and UNIDO delegates and experts. The two-day workshop focused on awareness-raising on alternative technologies in the foam and RAC sector, as well as individual meetings with each industry representative invited to validate the data collected in the survey previously conducted. Together with the validation mission, this was greatly beneficial in finalising the investment components of the HPMP Stage I for submission to the 91st ExCom meeting.
INVESTMENT PROJECT	

For UNEP, planned activities under the second tranche focused on strengthening regulations and enforcement capacities, enhancing technical skills, promoting alternative technologies, developing national standards related to RAC, continuing the operation of the monitoring and control system, and updating policies and regulations as required under the MP. Key initiatives include establishment of the e-licensing and monitoring system, ongoing Customs officer training with a focus on risk profiling, and strengthening cross-border cooperation. Technician training on RAC good servicing will continue, a pilot technician certification program will be implemented, and efforts to strengthen the RAC industry and networking will be enhanced. Efforts to promote alternative technologies will include information dissemination and public awareness campaigns. Cooperation will continue with Syrian Arab Organization For Standardization & Metrology (SASMO) to update the national RAC standards. Standard Operating Procedures (SOPs) for servicing workshops will be developed, and awareness of handling flammable and hazardous refrigerants will be raised. Finally, the operation of the monitoring and control system will continue, and

the updated ODS policies and regulations, as well as the legal framework for the establishment and management of ODS recovery and recycling centers, will be finalized.

Noting the challenges on the ground for implementing the planned non investment components:

- Sanctions make it difficult to enter into contracts with the government.
- Identifying local partners requires utmost care to ensure effectiveness and comply with UN requirements.

Hence, the following have been achieved in implementing the commitments listed in decision 88/54(e)(i), (ii), and (iii):

- The decision /164/ for 2022 which has been prepared is active and it controls import/export, quota system, RAC licensing system and Customs updated regulatory.
- Several consultation meetings were held with key stakeholders in the RAC and industrial sectors to inform them about the decision /164/ for 2022 and the ban of controlled substances; and discuss challenges and agree on the way forward to strengthen cooperation and facilitate the implementation of the HPMP, as well as to meet the country's commitments under the Montreal Protocol, especially Kigali Amendment.
- The General Directorate of customs was assisted to adopt HS2022 this year as the process is in the final stage for government approval.
- A national workshop was organized in June 2022 for national stakeholders to be aware about low GWP alternatives and about the updated systems and procedures to ensure sustainable HCFC phase out on time.
- Several meetings have been conducted with Ministry of Industry and MoLAE to find out the best framework to establish national R&R center, still in the positive negotiation for completion.

The activities under tranche II of stage I and their progress status is provided in the table below:

Activities	Progress Status
Policy Update and Enforcement	
Development and implementation of E-licensing system	Decision /164/ which includes the licensing system approved in Jan. 2022, is operating and in place, procedures are updated by MoLAE and the logical framework for development of e-licensing system is under consideration for approval.
Training workshop for enforcement officers in local governments	Workshop will be conducted parallel to the customs officer training, targeting the mutually acting authorities.
Operation of the monitoring and control system including the quota and licensing systems.	Monitoring and control system of import/export quota and handling of refrigerants is operating manually now and to be part of the e-licensing system.
Update of ODS policies and regulations as to ensure sustainability of phase out and provide incentives for promoting low GWP alternatives	Detailed review of the current ODS policies and regulations has been conducted, and national consultation meetings were organized with the support of UNEP in August 2025 about low GWP alternatives and energy efficiency.
Development of a legal framework for the establishment and management of ODS recovery/recycling centers, including a proposal of financial incentives for RR.	Several meetings have been conducted with Ministry of Economy and MoLAE to find out the best framework to establish national R&R center, still in the positive negotiation for completion.
Enhance ODS control on goods entering Syria for transit under Free Trade Agreement.	
Custom Training	
Training 20 customs officers in matters related to the compliance obligations of the Montreal Protocol and the control of HCFC imports through training programmes at the training institutes of the General Custom	The training material, equipment and logistical arrangements are in place waiting for the final structure of the Syrian General Authority for Land and Sea Ports and included Customs Directorate mandate to adapt the training material and start the training accordingly.

Administration	
Organization of Regional/ cross-border enforcement cooperation meetings	
Development of standards for products and services	
Review of National Standards and Codes that relate to ODSs sector and introduction/ promotion of the internationally applicable standards (Labelling, Record Keeping and reporting requirements, Standards for equipment and installations operating with HC and ammonia, etc.)	Detailed review of the national standards has been conducted in cooperation with SASMO, resulting identification of missing standards that must be applied. The work is ongoing to develop/adopt the required standards
Update the national standards of RAC products in accordance with the international standards.	The ISO 5149 and ISO 817 have been approved and adopted in its English version by SASMO
Development of Standard Operating Procedures (SOPs) for the servicing workshops for handling flammable and hazardous refrigerants	Working closely with SASMO on drafting of flammable refrigerants and good practices Standard Operating Procedures (SOPs) in Arabic, that to be adapted.
Technician Training and certification of RAC Servicing	
Delivery of Training of RAC Trainers for 40 persons; (including venue, logistics, consumables, etc.)	
Training program on RAC Good Servicing Practices for 340 technicians, in collaboration with local institutes.	
Developing a certification scheme for RAC technicians; implementing a pilot phase of the certification programme in combination with a training programme for evaluators, and certifying 240 technicians	
Strengthen RAC associations and networking for raising awareness among technicians and support the training and certification program	
Promotion of alternative technologies	
Awareness raising on HCFC phase-out in the servicing sector in collaboration with refrigeration associations; and promoting low-GWP alternatives in the manufacturing sector	
Dissemination of information on the latest development and new emerging technologies with special focus on R/AC manufacturing and servicing in collaboration with RAC associations.	
Campaign on HCFCs phase out and HCFCs alternatives including	

production and distribution of printed materials (e.g. newspaper ads, articles in journals) and through mass media (e.g. short films) in local language. Message on alternatives with low global warming potential (GWP).	
Project Implementation and Monitoring	
Project Implementation, Monitoring for all investment and non-investment components	

3. Current progress in implementation of previous stage of the HPMP

Activity	Description	Implementing agency
Legal/regulatory framework	See above	UNEP
Refrigeration servicing sector	See above	UNEP
Refrigeration servicing sector	See above	UNIDO
Refrigeration servicing sector	See above	UNIDO

4. Overview of current HCFC consumption in metric tonnes by substance (last three years)

Substance	Sector	2022	2023	2024
HCFC-22	RAC servicing	350	337	257
HCFC-22	Manufacturing	140	125	93
HCFC-22	Foam	40	28	17
HCFC-141b	Foam	200	185	138
HCFC-141b	Servicing	15	10	7
HCFC-142b	Foam	50	42	22

5. Based on the consumption data given above, please provide a description of the sector/sub-sector that uses HCFCs in the country, including a short analysis and explanation of the consumption trends (i.e., increasing or decreasing)

HCFC consumption in the country is concentrated across three main sectors: RAC Servicing (dominated by HCFC-22), Foam production (using HCFC-141b, HCFC-142b and HCFC-22 for XPS production). The overall trend shows a consistent and significant decrease in consumption across all substances and sectors between 2022 (795 MT) and 2024 (534 MT). The reasoning for this sharp decrease is twofold: The primary driver is the implementation HPMP, which includes technical assistance, regulatory measures, and national awareness-raising campaigns aimed at transitioning to ozone-friendly alternatives. Hence, this phase-out progress is likely amplified by the deteriorated security and political circumstances during the period. These challenging conditions have severely impacted overall economic activities, which, in turn, reduced the demand for ODS-dependent activities (e.g., manufacturing, new installations, and servicing). In summary, while the HPMP is driving the structural change, the decline in economic activity due to instability may be accelerating the pace of consumption reduction, particularly in sectors reliant on imports and continuous operation.

6. Description of information that needs to be gathered and updated. Explain why this has not been undertaken during preparation for the previous stage of the HPMP.

Information needed	Description	Agency
Updated data on HCFC consumption in manufacturing/servicing sector	Conduct surveys to collect information on the HCFC quantities currently consumed by sector.	UNEP
Updated sectoral consumption information	Update the inventory of HCFC-based equipment especially air conditioners and commercial HCFC-based equipment.	UNEP
Others, specify. Stakeholder's	Identify and discuss with the relevant stakeholders,	UNEP

consultations	possible ways of reducing the current consumption of HCFCs in the country. Taking into account the limitations with alternatives suitable for Syria.	
New information on ODS regulations	Analysis of the current regulatory and institutional frame work including the enforcement mechanism and capacity.	UNEP
Collection of data for training institutes, RAC workshops, installer, technicians for the distribution of Tools and Equipment for the RAC servicing sector	Carry out survey for the selection of technician, technical institutes offering RAC program, RAC workshops and RAC equipment installer for the distribution of tools and equipment as per selection criteria agreed with the stakeholders. Also survey supermarkets, major industrial and commercial customers using high-capacity chillers	UNIDO
7. Activities to be undertaken for project preparation and funding		
Activity	Indicative funding (US \$)	Agency
Updated data on HCFC in consuming sectors; and inventory of HCFC based equipment	15,000	UNEP
Analysis of the current regulatory and institutional frame work including the enforcement mechanism and capacity.	10,000	UNEP
Stakeholders consultations and development of HPMP Stage III project document	15,000	UNEP
Coordinating Stage III PRP activities with activities related to Kigali Amendment Implementation Plan PRP	5,000	UNEP
Data Collection and Surveys for training institutes, RAC workshops, installer, technicians for the distribution of Tools and Equipment for the RAC servicing sector and establishment of RRR scheme.	15,000	UNIDO
TOTAL	60,000	
8. How will activities related to implementation of the Kigali Amendment to phase down HFCs be considered during project preparation for stage III of the HPMP?		
The overarching strategy for Syria is to implement an integrated plan for HCFC reductions in the servicing sector by promoting and adopting energy-efficient alternative technologies to achieve climate benefits, operationalizing the R&R&R scheme, and enforcing the RAC certification scheme for improved refrigerant management. The strategy focuses on updating existing policies, strengthening their implementation, and building the capacity of refrigeration experts and practitioners to support the transition to ozone- and climate-friendly alternatives. These activities, being prepared for HPMP Stage II, will complement those planned for the KIP. The Government of Syria remains committed, to the extent possible, to phasing out remaining HCFC consumption while increasing the use of low-GWP alternatives.		
9. How will the Multilateral Fund gender policy be considered during project preparation?		
In line with ExCom decision 92/40 and ExCom document 92/51, the Fund Secretariat's operational gender mainstreaming policy and selected performance indicators described in Annex XXII of ExCom 92 report will be incorporated into the preparation of the stage II prep.		

**Multilateral Fund FOR THE
IMPLEMENTATION OF THE MONTREAL PROTOCOL
National Kigali HFC Implementation plan PROJECT PREPARATION REQUEST FORM**

Part I: Project Information

Project title:	Kigali HFC Implementation plan (KIP)	
Country:	Brunei Darussalam	
Lead implementing agency:	UNEP	
Cooperating agency:	UNIDO	
Implementation period:	January 2026 - December 2027	
Funding requested: US \$170,000		
Agency	Sector	Funding requested (US \$)*
UNEP	Overarching	135,000
UNIDO	Overarching	35,000

Part II: Prerequisites for submission

Item	Yes	No
1. Official endorsement letter from Government specifying roles of respective agencies (where more than one IA is involved)	☒	☐
2. Ratification of the Kigali Amendment	☒	☐

A. Information required to support PRP funding (Overarching strategy)

1. Montreal Protocol compliance target to be met in ☒ stage I of the Kigali HFC Implementation plan			
Phase-down commitment	Freeze and 10 %	Year of commitment	2024 and 2029
☒ Servicing only	☐ Manufacturing only	☐ Servicing and manufacturing	
2. Brief background on previous activities related to the Kigali Amendment and HFC phase-down, as well as HPMP stages (i.e. information on approval and implementation of ODS alternatives survey; approval and progress in implementation of Enabling Activities project with the expected completion date; HPMP implementation)			
Previous activities related to the Kigali Amendment, HFC Phase-down and the HCFC Phase-out Management Plan (HPMP) are summarized below: ○ The ODS Alternatives Survey: The 74th Executive Committee (ExCom) meeting in May 2015 approved US\$ 70,000 for Brunei to implement the “Survey of ODS alternatives at the national level” through UNEP. The objective was to assist Brunei Darussalam to better understand their historical (2012-2015) and predicted consumption trends (2016-2030) for ODS alternatives, including medium, low- and high-global warming potential (GWP) alternatives and their distribution by sector and subsector to provide a comprehensive overview of national markets where ODS alternatives have been and will be phased in, while taking into consideration other existing technologies. The ODS Alternatives Survey Report was prepared and submitted to the Multilateral Fund Secretariat accordingly. Project was completed in September 2017. ○ The Enabling Activities for HFC phase-down project (EA) was approved at the 82nd ExCom meeting in December 2018 at the total amount of US\$ 150,000 through UNEP. The objective was to support Brunei Darussalam to (i) facilitate the ratification of the Kigali Amendment, (ii) facilitate introduction of low-GWP (flammable) alternatives and capacity building of concerned stakeholders on the safe adoption of flammable refrigerants, (iii) establish HFC licensing and reporting system			

based on review of the existing ODS import/export licensing and quota and (iv) enhance awareness of the public and various end-users about the importance and benefits of Kigali Amendment through communication and awareness programme. The Country Assessment Report which summarizes the existing contexts, challenges and recommendation for Brunei Darussalam to phase down HFC in different aspects including legislative framework, institutional mechanism, market and HFC usage situation, training needs assessment and public outreach was prepared and finalized. Project was completed in June 2023.

- **HCFC Phase-out Management Plan Stage II:** The HCFC Phase-out Management Plan (HPMP) Stage I for Brunei Darussalam was approved at the 66th meeting of the Executive Committee (ExCom) in December 2012 with the assistance of the UNEP as a lead implementing agency and the UNDP as a cooperating implementing agency. The HPMP Stage I was implemented since its approval through 4 tranches in 2012, 2015, 2017 and 2020 respectively in accordance with the Agreement of the HPMP Stage I between the Government of Brunei Darussalam and the ExCom. The HPMP Stage I was completed on 31 December 2022 and has enabled Brunei Darussalam to comply with its HCFC phase-out obligations under the Montreal Protocol e.g. freeze at baseline consumption in 2013, 10% reduction in 2015 and 35% reduction in 2020 through the three-pronged approaches: 1) limit the supply of HCFCs, 2) reduce demand of HCFCs for servicing existing equipment and 3) limit new demand of HCFCs.
- **HCFC Phase-out Management Plan Stage II:** To enable Brunei Darussalam to meet the HCFC phase-out obligations that is not addressed under the HPMP Stage I, the HPMP Stage II for Brunei Darussalam, prepared by the Department of Environment, Parks and Recreation (DEPR) under the Ministry of Development with assistance of UNEP as the Leading Agency and UNDP as the Cooperating Agency¹, was approved at the 86th meeting of the ExCom to be implemented from 2020-2030. The HPMP Stage II has the overall objective to support the country to phase out HCFCs completely by 1 January 2030 in compliance with Montreal Protocol schedule. To reduce the consumption of HCFCs, Brunei Darussalam follows a three-pronged approach: (i) to reinforce the national capacity to limit the supply of HCFCs; (ii) to reinforce the national capacity to reduce HCFC consumption and prevent the new demand of HCFCs; and (iii) to establish policy and infrastructure for the promotion of non-ODS, low GWP and energy-efficient technologies to sustain HCFC phase-out. The project is on-going under its first tranche implementation and the second tranche request is being submitted to the 97th Meeting of the ExCom in 2025.
- **Preparation of National Inventory of Banks of Waste-controlled Substances and Development of a National Plan for Management of these Substances:** Brunei Darussalam requested funding for “Preparation of national inventory of banks of waste-controlled substances and development of a national plan for management of controlled substances”, which was approved at the 95th ExCom meeting in December 2024. The project aims to establish an inventory of banks of used or unwanted controlled substances in Brunei Darussalam, and a plan for the collection, transport, and disposal of such substances, including consideration of recycling, reclamation, and cost-effective destruction. It will quantify the mitigation potential in line with ExCom Decision 91/66, include the analysis of existing legislation and policies, and stakeholder consultations. The final report and action plan will propose actions, new legislation and policies to enhance the collection and disposal of used or unwanted controlled substances. The project was approved for the period January 2025 – December 2026 for the total funding of US\$ 90,000.

3. Current progress in the implementation of Enabling Activities for HFC phase-down project

Activity	Description	Implementing agency
Facilitate ratification of the Kigali	New partners/stakeholders were identified, sensitized, and involved in the implementation of activities under the KA. With inputs from the stakeholders, the Country Assessment Report (CAR), which summarized	UNEP

¹ UNDP activities included in stage II were transferred to UNIDO at the 91st ExCom meeting

Amendment	existing contexts, challenges and recommendation for Brunei Darussalam to phase down HFC in different aspects including legislative framework, institutional mechanism, market and HFC use information, training needs assessment and public outreach, was prepared and finalized through extensive consultative sessions with the relevant stakeholders. NOU further prepared and submitted the ratification document to the Attorney General's Chamber (AGC) for their internal review along with the Country Assessment Report (CAR). Following internal national process, Brunei Darussalam ratified the Kigali Amendment on 18 September 2025.	
Facilitate introduction of low-GWP (flammable) alternatives and capacity building of concerned stakeholders on the safe adoption of flammable refrigerants	NOU jointly reviewed the Fire Safety Order (FSO), which empowers the Fire and Rescue Department to manage fire hazard safety in the country and developed Brunei Darussalam's Guideline for Safe Handling of Low-GWP (Flammable) Refrigerants. NOU organized an event for the official launching of the Guideline for Safe Handling of Low-GWP (Flammable) Refrigerants in November 2022. The project also sensitized government stakeholders that any procurement of newer refrigeration and air-conditioner (RAC) equipment should consider aspects such as preference given to lower GWP and energy-efficient equipment. NOU organized national event including a panel session on the management of flammable refrigerants. Moreover, the NOU conducted training workshops on servicing good practices for handling low GWP and flammable refrigerants and systems through in person training and virtual training. A total of 64 technicians (M:52, F:12) and 2 trainers (M:0, F:2) were trained. The assessment of specific gaps and needs within the servicing sector for adopting HFC alternatives was part of the Country Assessment Report (CAR).	
Article 4B licensing & Reporting	The Customs Act has included HFCs under the Second Schedule: Restriction on Import submitted to empower the Government to control trade of HFCs. NOU introduced mandatory labelling of HFC and HFC blends cylinders in March 2023 as a quick tool to distinguish legitimate cylinders from smuggled cylinders. NOU with support of the consultant drafted a dedicated regulation on the management and use of ODS and HFCs, which is under consideration by the Government. The methodology for collecting, verifying, and reporting on HFC use was reviewed and recommendations have been outlined for improvement. Given the larger variety of substances subject to HFC control compared to HCFC, particular attention is directed toward ensuring the accurate declaration of HS codes in accordance with ASEAN Harmonized Tariff Nomenclature (AHTN) 2022.	
Enhance awareness of the public and various end-users	NOU outreached information on the Kigali Amendment to the target audience. Awareness materials such as posters, social media posts, banners, and info packs were developed with information on the Kigali Amendment and its obligations and distributed to the relevant audience that attended activities that were implemented and events that were held during the project implementation period. A consumer guide to choose equipment that are energy efficient with lower-GWP alternatives was produced and distributed. NOU organized a public event that displayed awareness materials, NOU and RAC representatives also showcased energy-efficient air-conditioners to the public.	

4. Overview of estimated consumption (and use) of ODS alternatives from 2012-2024*, data is in MT												
Substance	2012	2013	2014	2015	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
HFC-32											4.37	6.24
HFC-134a	39.29	53.92	50.12	61.36	38.67	69.30	72.57	76.47	75.8	64.21	62.16	78.66
HFC-227ea					0.06				0.09			
R-404A	5.50	8.50	9.10	18.60	8.22	13.48	11.61	15.36	13.57	23.42	25.36	16.66
R-407C	3.54	4.00	4.91	22.89	4.91	9.26	7.46		8.25	9.44	11.53	9.49
R-410A	8.05	5.83	43.83	21.92	13.75	32.75	36.48	50.56	31.19	62.03	50.18	59.94
R-417A			0.03	0.34	0.95	0.68	0.56	3.1	8.02	3.16	1.19	
R-427A									0.23			
R-507A	3.44	1.58	0.11	0.17	0.47	2.71	0.73	1.07	4.97	7.18	6.03	2.2
R-508B			0.17								0.01	
Sub total	59.82	73.83	108.27	125.28	67.03	128.18	129.41	146.56	142.12	169.44	160.83	173.19

***Source:** The statistics of 2012-2015 import of HFCs is from ODS Alternatives Survey and 2017-2019 from Enabling Activities for HFC Phase-down. Data during 2020-2024 from Article 7/Country Programme.

5. Based on the consumption data given above, please provide a description of the sector/sub-sector that use HFCs in the country, including a short analysis and explanation of the consumption trends (i.e., increasing or decreasing)

The above table reveals that HFC consumption in Brunei Darussalam has been dominated by HFC-134a and R-410A respectively. Since 2012, HFC consumption in Brunei Darussalam has increased significantly, which is anticipated from the following reasons:

- Implementation of HPMP to reduce HCFCs consumption resulted in the introduction of HFCs to replace HCFCs in some sectors in particular R-410A in the air-conditioning sub-sector and R-404A in the commercial refrigeration sub-sector;
- The requirement of tenders for new government building projects to use ODS-free equipment was a major forward step taken, which showed the high-level commitment of the Brunei Government towards eliminating ODS;
- Economic growth of the country, which in turn increased demand of refrigerant for installation and servicing in particular in air-conditioners and mobile air-conditioner (MAC).

Based on the study conducted under the ODS alternatives survey, there was no manufacturing sector associated with HFCs in the country. Brunei Darussalam only consumes HFCs in the servicing and maintenance of refrigeration and air conditioning (RAC) equipment. During the period of 2012-2015, the largest subsectors that consume HFCs are MAC sub-sector, commercial refrigeration sub-sector, air-conditioning sub-sector and chiller sub-sector. Based on import statistics since 2020, the same pattern is observed with significant increase in the import of R-410A in the air-conditioning sector. Sector specific detail on the use of HFCs and other ODS alternatives are as follow:

- Domestic refrigeration: Domestic refrigeration sub-sector includes household refrigerators and freezers. Two types of refrigerants are being used in the domestic refrigerator and freezer; HFC-134a, R-600a. During the ODS Alternative Survey, 98% of the total number used HFC-134a and the remaining 2% of the total number used R-600a. HFC-134a was only used for servicing of existing equipment as the equipment has been pre-charged by the manufacturer.
- Commercial refrigeration: Commercial refrigeration sub-sector includes stand-alone units (water-coolers, display cool cabinets and small ice making machine) and condensing units. During the ODS Alternative Survey, HFCs being used in this sub-sector included HFC-134a (stand-alone), R-404A

(stand-alone) and R-407C (condensing unit). The current share of commercial refrigerators using HFCs is dominated by HFC-134a, R-404A and R-407C respectively.

- Residential air-conditioning: During the Alternative Survey, refrigerants used in the residential air-conditioning sub-sector were mainly on HCFC-22 and R-410A. There was no usage of HFC-32 during the ODS Alternatives Survey due to restriction from the Fire and Rescue Department on its flammability property.

Although HFC-32 was imported into Brunei Darussalam for the first time in 2023 after restriction of HFC-32 has been lifted-off from the launch of “Guideline for Safe Handling of Low-GWP (Flammable) Refrigerants” under the Enabling Activities for HFC Phase-down, the use of HFC-32 air-conditioner is currently significantly lower than R-410A based equipment. HFCs are being used for (i) additional refrigerant charge from piping extension during installation of pre-charge equipment and (ii) servicing of existing equipment that are in operation. Currently, R-290 air-conditioner has not yet been introduced into the domestic market of Brunei Darussalam due to restrictions on safety.

- Multi-split air-conditioner and chiller: During the Alternative Survey, refrigerants used in this category, in addition to HCFC-22 were HFC-134a, R-407C and R-410A respectively. HFC-134a chiller system are the large-size cooling capacity chillers, while R-407C and R-410A chiller system are small-size cooling capacity chillers and multi-split type.
- Mobile Air-conditioning (MAC): During the Alternative Survey, this sub-sector only used HFC-134a as refrigerant. Vehicles imported into Brunei Darussalam are the brand-new car. While there is no need to charge refrigerant for new vehicles, HFC-134a is mainly used for servicing of MAC system. Currently, HFC-134a continues to dominate the market and HFO-1234yf/MAC is imported from time to time.
- Cold storage and other refrigeration system: During the ODS Alternative Survey, it revealed that 99% of the existing cold storages used HCFC-22, and the remaining few units utilised R-404A. The consumption of R-404A was therefore relatively small during ODS Alternative Survey. However, the survey identified the special applications of refrigerant systems that use R-507A, R-508B and R-417A.

The above information is based on the data from ODS Alternatives Survey. There is need to understand more on the current share of different technologies to explain country consumption, which will be addressed during the KIP Preparation.

6. Description of information that needs to be gathered and updated. Explain why this has not been undertaken during the implementation of activities related to the Kigali Amendment and HFC phase-down

Information needed	Description	Agency
Updated HFC and other ODS alternatives data	There is a need to update information on HFCs and ODS alternatives used in RAC and MAC sector by refrigerant and by application because the latest available information was in 2015 from the ODS Alternatives Survey. The Country Assessment Report prepared under the Enabling Activities for HFC Phase-down does not include sectoral consumption of ODS alternatives as it only focuses on import and export statistic of HFCs and blends. Moreover, a comprehensive survey is needed to understand more on the potential use of HFCs in the manufacturing sectors due to economic growth in the country. There is need to conduct comprehensive survey to address the manufacturing sector (separate funding for conversion project will be requested if identified and eligible). Moreover, there is a need to update and review relevant national initiatives, policies, regulations related to HCFC phase-out and HFC phase-down in both manufacturing and servicing sectors including safety of flammable and toxic refrigerant and maintaining and/or enhancing energy efficiency	UNEP

	The updated information would enable the country to conduct comprehensive analysis to understand the future consumption of HFCs based on current situation and identify actions to curb the growth of HFCs in the future based on the update policy and strategy. Update data from the survey is critical for country and stakeholders to understand the current situation, forecast the future demand of HFCs by refrigerant and by application. This would enable the government to prepare comprehensive strategies and action plans under the Kigali HFC Implementation Plan.	
--	---	--

7. Activities to be undertaken for project preparation and funding			
Activity	Cost items	Indicative funding (US \$)	Agency
National wide survey including (i) preparation and finalization of questionnaires, (ii) survey mapping and (iii) conducting survey and interview with relevant stakeholders and (iii) data analysis on usage of ODS alternatives by refrigerant and by sector/subsector.	Preparation and finalization of data collection methodology / survey questionnaires and conducting national-wide data collection and analysis on (i) import/export statistics of ODS alternatives and RAC and MAC equipment by sector; (ii) updated inventory of RAC and MAC equipment, and their applications; and (iii) infrastructure under the servicing sector	30,000	UNEP
	Preparation and finalization of data collection methodology / conducting national-wide data collection and analysis with various industry to identify the potential use of HFCs and alternatives in the manufacturing sector	10,000	UNEP
	National consultation workshops and sector specific meetings for preparation of national-wide data collection for both manufacturing sector and servicing sector	5,000	UNEP
	National consultation workshops and sector specific meetings for data validation and finalization of data analysis	5,000	UNEP
	International consultant for guiding the national wide data collection, validation and analysis	Included in strategy below	UNEP
Data collection and review of relevant national initiatives, policies and regulations	Data collection and review of relevant national initiatives, policies, regulations related HCFC phase-out and HFC phase-down in both manufacturing and servicing sector including safety of flammable and toxic refrigerant and maintaining and/or enhancing energy efficiency	10,000	UNEP
	Capacity building workshops and outreaching for customs officers, importers and customs borders on the implementation and enforcement of HFC licensing and quota system as well as data monitoring and reporting	10,000	UNEP
Strategy development and development of overarching strategy and project document of the Kigali HFC	Assessment of gaps and needs for development of strategy, components and action plans for non-investment components	20,000	UNEP
	Mapping newly identified and existing stakeholders for development of strategy,	35,000	UNIDO

Phase-down Plan	components and action plans, and propose tailored technical assistance activities		
	Sector specific meetings for development of strategy, components and action plans	5,000	UNEP
	National consultation workshop for finalization of overarching strategy and the Kigali HFC Implementation Plan	10,000	UNEP
	International consultant to develop overarching strategy and project document of the Kigali HFC Implementation Plan	30,000	UNEP
TOTAL		170,000	

8. How will activities related to the implementation of the HPMP be considered during project preparation for Kigali HFCs Implementation plan?

Lessons learned from the HPMP will be considered in the preparation of the Kigali HFC Implementation Plan. Development of strategies and action plans for the Kigali HFC Implementation Plan will take into account infrastructures established during the HPMP implementation, in particular the existing institutional framework, institutional arrangement and capacity building under RAC servicing sector activities such as good servicing practice and certification etc. to ensure smooth and cost-effective implementation of the Kigali HFC Implementation Plan while sustaining HCFC phase-out.

9. How will the Multilateral Fund gender policy be considered during project preparation?

The Government of Brunei Darussalam is well aware of the Multilateral Fund Gender Policy and the relevant Executive Committee decision 84/92. During the project preparation all relevant stakeholders will be sensitized on the gender policy. Efforts will be made to ensure that female stakeholders have equal opportunity to participate in the project preparation. When developing individual components of the plan, it will be ensured that gender-disaggregated data will be collected.

MULTILATERAL FUND FOR THE IMPLEMENTATION OF THE MONTREAL PROTOCOL

FUNDING REQUEST FOR THE PREPARATION OF NATIONAL INVENTORIES OF BANKS OF USED OR UNWANTED CONTROLLED SUBSTANCES AND A PLAN FOR THE COLLECTION, TRANSPORT AND DISPOSAL OF SUCH SUBSTANCES, INCLUDING CONSIDERATION OF RECYCLING, RECLAMATION AND COST-EFFECTIVE DESTRUCTION

Part I: Project information

Project title:	Preparation of National Inventory of Banks of Used of Unwanted Controlled Substances and National Plan	
Country:	Antigua and Barbuda	
Lead implementing agency:	UNEP	
Cooperating agency (1):	(select)	Click or tap here to enter text.
Cooperating agency (2):	(select)	Click or tap here to enter text.
Cooperating agency (3):	(select)	Click or tap here to enter text.
Meeting where request is being submitted	ExCom-97	
Implementation period	January 2026 – December 2027	
Duration of implementation (i.e., time (in months)) from the approval of PRP to submission of the national inventory and action plan (please specify): 24 months		
Funding requested:		
Agency	Funding requested (US \$)*	
UNEP	70,000	
(select)	Click or tap here to enter text.	
(select)	Click or tap here to enter text.	
(select)	Click or tap here to enter text.	

*Details should be consistent with information provided in the relevant sections below.

Part II: PREREQUISITES FOR SUBMISSION

Item	Yes	No
Official endorsement letter from Government, indicating roles of respective agencies (where more than one IA is involved), and that the national inventory/action plan will be completed within 24 months from the date of project approval	☒	☐
Project included in the bilateral/IA business plan?	☒	☐
If NO , please provide explanation:		

A. Information required for PRP funding request for the national inventories of banks of used or unwanted controlled substances and a plan for the collection, transport and disposal of such substances, including consideration of recycling, reclamation and cost-effective destruction

1.	Brief overview of the the concept, methodology and approach to be taken for the preparation of the national inventory and / or action plan and how it is linked to other activities in the country (i.e., national plans like the KIP), in particular those activities in the refrigeration servicing sector such as recovery, recycling, and reclamation programmes
	Antigua and Barbuda has been successful in the implementation of the Montreal Protocol and the phase out of consumption of HCFCs since becoming Party to the Montreal Protocol in 1992. It has regulated this through a complex legislative framework that entails the External Trade Act (<i>Cap 163 of the Laws of Antigua and Barbuda</i>) and its Statutory Instrument No 42 of 1999 which are supported by Cabinet Decision of 24 th November 2016 and 28 th June. Antigua and Barbuda has taken steps to ratify the Kigali Amendment, which has added the global warming hydrofluorocarbons (HFCs) to the list of controlled substances under control. This includes

implementation of the Enabling Activities for Kigali Amendment (Enabling Activities) Project which was approved at the 95th Executive Committee Meeting (ExCom-95). Additionally, the Country has been collecting and reporting HFCs as part of its Country Programme (CP) and Article 7 (A7) Data.

As a result of the consumption of these controlled substances, large banks of used or unwanted controlled substances have accumulated in Antigua and Barbuda and globally. Emissions from these banks are continuously being released to the atmosphere. These emissions are damaging the ozone layer and contributing to global warming. Banks of controlled substances are not regulated under the Montreal Protocol nor by Antigua and Barbuda's national regulations. Collection, recovery and disposal (recycling, reclaim, destruction) of used or unwanted controlled substances represent a challenge for developing countries and Antigua and Barbuda.

The project seeks to establish an inventory of banks of used or unwanted controlled substances in Antigua and Barbuda and a plan for the collection, transport and disposal of such substances, including consideration of recycling, reclamation and cost-effective destruction. It will quantify potential mitigative options in line with ExCom Decision 91/66 and include an analysis of existing legislation and policies as well as conduct stakeholder consultations. The final report and action plan will propose actions, new legislation and policies to enhance the collection and disposal of unwanted ODS/HFCs. The methodology or approach can be inspired by the Climate and Ozone Protection Alliance (COPA).

The inventory of used and unwanted controlled substances and action plan will cover ODS like HCFCs and global warming HFCs and thus contribute to the objectives of the HPMP and future KIP to reduce emissions through good practices, containment, recovery, recycling and reclaim (RRR) and environmentally sound disposal. This includes seized chemicals stored at customs warehouse, waste and containment chemicals, blends and residues from recycling and reclaim processes.

2. Description of activities that will be implemented during the preparation of the national inventories/action plans of banks for used and/or unwanted controlled substances and an indication of the estimated costs for the activities described broken down per agency

Activity	Description	Agency
Data collection	Determine the data collection methodology and approach along with the NOU and stakeholders. Undertake a Desk study on available data on banks of used and unwanted controlled substances, relevant institutions and stakeholders, and existing regulations and policies. Identify laboratories able to analyse the composition of used or unwanted ODS and HFCs, and the need for upgrading such laboratories. Identify data gaps related to banks of used and unwanted controlled substances, relevant institutions and stakeholders, policies and regulations, including transport / export for disposal. Conduct further data collection, on-site visits and surveys as needed.	UNEP
Stakeholder Analysis	Conduct a stakeholder analysis with responsibilities and roles including new stakeholders e.g. e-waste collectors and traders	UNEP
Analysis of data collected	Analyse the data collected, including but not limited to: the role of Government bodies, NGOs, stakeholders, recovery and recycling centres and other institutions involved in waste management; existing policy and regulatory frameworks, including waste management policies; forecast the amounts of used or unwanted ODS/HFCs which might require RRR or disposal in future, to evaluate the economic viability of a reclamation respectively destruction plant; assess the feasibility and costs of existing disposal options (recycling, reclaim, destruction), based on expected amounts to be treated; analyse the potential environmental benefits for the ozone layer	UNEP

	and the climate; analyse the potential for substance recycling and reclamation for re-use; analyse existing disposal options for ODS/HFCs including export and local reclamation and/or destruction.	
Preparation of inventory report/national plan	Preparation of the Inventory report or National Plan: develop a database or inventory of banks of used or unwanted controlled substances; prepare initial action plan for collection, transport, storage and setting up the required disposal infrastructure; Develop a business or financing model to ensure long-term sustainability of collection or disposal operations; Conduct stakeholder consultations to present the draft National Plan to obtain stakeholder input and validation; Draft recommended regulations and policies supporting the collection and disposal of used or unwanted ODS and HFCs and sustainable financing; Finalization and endorsement of the National Plan considering stakeholder contributions.	UNEP
3. Funding for the activities described in 2 above		
Activity	Indicative funding (US \$)	Agency
Activity 1: Data Collection	\$23,000	UNEP
Activity 2: Stakeholder Analysis	\$15,000	UNEP
Activity 3: Analysis of data collected	\$12,000	UNEP
Activity 4: Preparation of inventory report/National plan	\$20,000	UNEP
Click or tap here to enter text.		(select)
TOTAL	70,000	
4. How will the Multilateral Fund gender policy be considered during project preparation?		
In line with ExCom Decision 92/40 and Document 92/51 the MLF's Gender Mainstreaming Policy and Performance Indicators will be incorporated into the preparation of the inventory of banks of used or unwanted controlled substances and National Plan. In the project's implementation, females will be encouraged to apply for available positions, and the NOU will use female imagery in promotional material related to the project. Female imagery will be used as much as possible, in documentation produced during the preparation phase.		

MULTILATERAL FUND FOR THE IMPLEMENTATION OF THE MONTREAL PROTOCOL

Part I: Project information

Project title:	Preparation of national inventory of banks of used or unwanted controlled substances
Country:	Chad
Implementing agency:	UNEP
Meeting where request is being submitted	ExCom 97
Implementation period	January 2026 – December 2027
Duration of implementation (i.e., time (in months)) from the approval of PRP to submission of the national inventory and action plan (please specify): 24 months	
Funding requested:	
Agency	Funding requested (US \$)*
UNEP	90,000 plus PSC

*Details should be consistent with information provided in the relevant sections below.

PART II: PREREQUISITES FOR SUBMISSION

Item	Yes	No
Official endorsement letter from Government, indicating roles of respective agencies (where more than one IA is involved), and that the national inventory/action plan will be completed within 24 months from the date of project approval	☒	☐
Project included in the bilateral/IA business plan?	☒	☐
If NO , please provide explanation: N/A		

A. Information required for the funding request to prepare a national inventory of banks of used or unwanted controlled substances, and a plan for the collection, transport and disposal of such substances, including consideration of recycling, reclamation and cost-effective destruction.

- Brief overview of the concept, methodology and approach to be taken for the preparation of the national inventory and / or action plan and how it is linked to other activities in the country (i.e., national plans like the KIP), in particular those activities in the refrigeration servicing sector such as recovery, recycling, and reclamation programmes**

The Montreal Protocol on Substances that Deplete the Ozone Layer has been highly successful in controlling the production and consumption of ozone-depleting substances (ODS) worldwide. With the adoption of the Kigali Amendment, hydrofluorocarbons (HFCs) “potent greenhouse gases with high Global Warming Potential (GWP)” were added to the list of controlled substances under the Protocol. Despite these achievements, large banks of used and unwanted controlled substances have accumulated globally. These banks continue to release harmful emissions into the atmosphere, contributing to both ozone layer depletion and global warming. Importantly, such banks are not regulated under the Montreal Protocol, and the collection, recovery, and disposal (recycling, reclamation, or destruction) of these substances present significant challenges for developing countries and least developed countries.

This project aims to establish a national inventory of banks of used and unwanted controlled substances in Chad, and to develop a national action plan for their collection, transport, and environmentally sound disposal, including options for recycling, reclamation, and cost-effective destruction. The inventory will provide essential data to identify priority areas for intervention and inform the adoption of appropriate policy measures. Based on these findings, Chad will be guided in determining whether controlled substances should be destroyed locally or exported for destruction.

The survey will also quantify the mitigation potential in line with Executive Committee Decision 91/66 and will include a comprehensive review of existing legislation and policies, as well as stakeholder consultations. The final report and action plan will propose concrete actions and recommend new or strengthened policies and legislation to enhance the collection, recovery, and disposal of used or unwanted ODS and HFCs.

The inventory and action plan will cover both ozone-depleting substances such as HCFCs and green houses gases HFCs, thereby contributing to the objectives of the HCFC Phase-out Management Plan (HPMP) and the Kigali Implementation Plan (KIP). Specifically, the project will evaluate the viability of recovery, recycling, and reclaim (RRR) and environmentally sound disposal. Data sources for the inventory will include seized chemicals stored in customs warehouses, waste and contaminated chemical blends, residues from recycling and reclaim processes, and end-of-life appliances.

2. Description of activities that will be implemented during the preparation of the national inventories/action plans of banks for used and/or unwanted controlled substances and an indication of the estimated costs for the activities described broken down per agency

Activity	Description	Agency
Activity 1: Data collection and stakeholder analysis	• Agree with the project team on data collection methodology and approach. • Desk study on available data on banks of used and unwanted controlled substances, relevant institutions and stakeholders, and review of existing regulations and policies. • Conducting stakeholder analysis with responsibilities and roles including new stakeholders e.g. e-waste traders. • Identify laboratories able to analyse the composition of used or unwanted ODS and HFCs, and the need for upgrading such laboratories. • Identifying data gaps related to banks of used and unwanted controlled substances, relevant institutions and stakeholders, policies and regulations, including	UNEP

	transport / export for disposal. • Conducting further data collection, on-site visits and surveys as needed.	
Activity 2: Analysis of institutional, policy and regulatory frameworks	• Analyzing the role of Government bodies, NGOs, stakeholders, recovery and recycling centers and other institutions involved in waste management. • Analyzing existing policy and regulatory frameworks, including waste management policies. • Forecasting the amounts of used or unwanted ODS/HFC which might require RRR or disposal in future, to evaluate the economic viability of a reclamation and destruction plant respectively. • Assessing the feasibility and costs of existing disposal options (recycling, reclaim, destruction), based on expected amounts to be treated. • Analyzing the potential environmental benefits for the ozone layer and the climate. • Analyzing the potential for substance recycling and reclamation for re-use. • Analyzing existing disposal options for ODS/HFCs including export and local reclamation and/or destruction.	UNEP
Activity 3: Inventory of banks and preparation of action plan	• Setting up database / inventory of banks of used or unwanted controlled substances, with distinction of amounts for recycling, reclamation, and destruction. • Preparing an initial action plan for collection, transport, storage and setting up the required disposal infrastructure. • Elaborating a business / financing model to ensure long-term sustainability of collection / disposal operations. • Conducting stakeholder consultations presenting the draft inventory and action plan to obtain stakeholder input, support, and validation. • Drafting a set of recommended regulations and policies supporting the collection / disposal of used or unwanted ODS / HFCs, and sustainable financing. • Finalization of the action plan considering stakeholder comments.	UNEP
Activity 4: Project management, monitoring,	• Managing and monitoring project activities. • Establishing national expert team.	UNEP

progress reporting, final report, and evaluation	• Reporting and evaluating project progress. • Preparing initial and final reports considering stakeholder comments. • Project progress properly monitored and evaluated, including gender mainstreaming dimension	
3. Funding for the activities described in 2 above		
Activity	Indicative funding (US \$)	Agency
Activity 1: Data collection and stakeholder analysis	45,000	UNEP
Activity 2: Analysis of institutional, policy and regulatory frameworks	15,000	UNEP
Activity 3: Inventory of banks and preparation of action plan	20,000	UNEP
Activity 4: Project management, monitoring, progress reporting, final report, and evaluation	10,000	UNEP
TOTAL	90,000	
4. How will the Multilateral Fund gender policy be considered during project preparation?		
In line with ExCom decision 92/40 and ExCom document 92/51, the Fund Secretariat's operational gender mainstreaming policy and selected performance indicators described in Annex XXII of ExCom 92 report will be incorporated into the preparation of the inventory of banks of used or unwanted controlled substances, and the plan for the collection, transport, and disposal of such substances.		

MULTILATERAL FUND FOR THE IMPLEMENTATION OF THE MONTREAL PROTOCOL

Part I: Project information

Project title:	Preparation of national inventory of banks of used or unwanted controlled substances
Country:	Guinea Bissau
Implementing agency:	UNEP
Meeting where request is being submitted	ExCom 97
Implementation period	January 2026 – December 2027
Duration of implementation (i.e., time (in months)) from the approval of PRP to submission of the national inventory and action plan (please specify): 24 months	
Funding requested:	
Agency	Funding requested (US \$)*
UNEP	80,000 plus PSC

*Details should be consistent with information provided in the relevant sections below.

PART II: PREREQUISITES FOR SUBMISSION

Item	Yes	No
Official endorsement letter from Government, indicating roles of respective agencies (where more than one IA is involved), and that the national inventory/action plan will be completed within 24 months from the date of project approval	☒	☐
Project included in the bilateral/IA business plan?	☒	☐
If NO , please provide explanation: N/A		

A. Information required for the funding request to prepare a national inventory of banks of used or unwanted controlled substances, and a plan for the collection, transport and disposal of such substances, including consideration of recycling, reclamation and cost-effective destruction.

1. Brief overview of the concept, methodology and approach to be taken for the preparation of the national inventory and / or action plan and how it is linked to other activities in the country (i.e., national plans like the KIP), in particular those activities in the refrigeration servicing sector such as recovery, recycling, and reclamation programmes

Since its adoption, the Montreal Protocol on Substances that Deplete the Ozone Layer has played a decisive role in phasing out the production and consumption of ozone-depleting substances (ODS) worldwide. The Kigali Amendment extended this mandate by adding hydrofluorocarbons (HFCs) -chemicals with very high Global Warming Potential (GWP) - to the list of controlled substances. Despite these successes, significant banks of unwanted and unused controlled substances remain stored globally. These banks are continuously leaking into the atmosphere, thereby undermining efforts to protect the ozone layer and mitigate climate change. Unlike production and consumption, such banks are not directly regulated by the Montreal Protocol, and their sound management remains a challenge, particularly in developing countries and least developed countries.

Against this background, Guinea-Bissau seeks support to conduct a national inventory of banks of unwanted or used controlled substances and to prepare a national action plan for their collection, transport, and final disposal. The plan will consider a full range of options, including recovery, recycling, reclamation, and cost-effective destruction. The results of the inventory will help Guinea-Bissau set priorities for managing existing banks and determine whether the destruction of ODS and HFCs should take place locally or through export to approved facilities abroad.

The exercise will also assess the emission reduction potential of sound management practices, consistent with Executive Committee Decision 91/66, and will be carried out through stakeholder consultations and a review of the current legal and policy framework. The recommendations emerging from this work will include measures to strengthen existing policies and, where necessary, introduce new legislation to support environmentally sound management of ODS and HFCs.

By addressing both ozone-depleting substances such as HCFCs and high-GWP HFCs, the inventory and action plan will reinforce the objectives of Guinea-Bissau's HCFC Phase-out Management Plan (HPMP) and Kigali Implementation Plan (KIP). The work will contribute to reducing emissions through containment, recovery, recycling, and reclaim (RRR), alongside safe disposal. Sources of data will include stocks held in customs warehouses, contaminated or blended chemicals, residues from reclamation processes, and equipment at end of life.

2. Description of activities that will be implemented during the preparation of the national inventories/action plans of banks for used and/or unwanted controlled substances and an indication of the estimated costs for the activities described broken down per agency

Activity	Description	Agency
Activity 1: Data collection and stakeholder analysis	• Agree with the project team on data collection methodology and approach. • Desk study on available data on banks of used and unwanted controlled substances, relevant institutions and stakeholders, and review of existing regulations and policies. • Conducting stakeholder analysis with responsibilities and roles including new stakeholders e.g. e-waste traders. • Identify laboratories able to analyse the composition of used or unwanted ODS and HFCs, and the need for upgrading such laboratories • Identifying data gaps related to banks of used and unwanted controlled substances, relevant institutions and stakeholders, policies and regulations, including	UNEP

	transport / export for disposal. • Conducting further data collection, on-site visits and surveys as needed.	
Activity 2: Analysis of institutional, policy and regulatory frameworks	• Analyzing the role of Government bodies, NGOs, stakeholders, recovery and recycling centres and other institutions involved in waste management. • Analyzing existing policy and regulatory frameworks, including waste management policies. • Forecasting the amounts of used or unwanted ODS/HFC which might require RRR or disposal in future, to evaluate the economic viability of a reclamation and destruction plant respectively. • Assessing the feasibility and costs of existing disposal options (recycling, reclaim, destruction), based on expected amounts to be treated. • Analyzing the potential environmental benefits for the ozone layer and the climate. • Analyzing the potential for substance recycling and reclamation for re-use. • Analyzing existing disposal options for ODS/HFCs including export and local reclamation and/or destruction.	UNEP
Activity 3: Inventory of banks and preparation of action plan	• Setting up database / inventory of banks of used or unwanted controlled substances, with distinction of amounts for recycling, reclamation, and destruction. • Preparing an initial action plan for collection, transport, storage and setting up the required disposal infrastructure. • Elaborating a business / financing model to ensure long-term sustainability of collection / disposal operations. • Conducting stakeholder consultations presenting the draft inventory and action plan to obtain stakeholder input, support, and validation. • Drafting a set of recommended regulations and policies supporting the collection / disposal of used or unwanted ODS / HFCs, and sustainable financing. • Finalization of the action plan considering stakeholder comments.	UNEP
Activity 4: Project management, monitoring,	• Managing and monitoring project activities. • Establishing national expert team.	UNEP

progress reporting, final report, and evaluation	• Reporting and evaluating project progress. • Preparing initial and final reports considering stakeholder comments. • Project progress properly monitored and evaluated, including gender mainstreaming dimension	
3. Funding for the activities described in 2 above		
Activity	Indicative funding (US \$)	Agency
Activity 1: Data collection and stakeholder analysis	45,000	UNEP
Activity 2: Analysis of institutional, policy and regulatory frameworks	10,000	UNEP
Activity 3: Inventory of banks and preparation of action plan	15,000	UNEP
Activity 4: Project management, monitoring, progress reporting, final report, and evaluation	10,000	UNEP
TOTAL	80,000	
4. How will the Multilateral Fund gender policy be considered during project preparation?		
In line with ExCom decision 92/40 and ExCom document 92/51, the Fund Secretariat's operational gender mainstreaming policy and selected performance indicators described in Annex XXII of ExCom 92 report will be incorporated into the preparation of the inventory of banks of used or unwanted controlled substances, and the plan for the collection, transport, and disposal of such substances.		

MULTILATERAL FUND FOR THE IMPLEMENTATION OF THE MONTREAL PROTOCOL

Part I: Project information

Project title:	Preparation of national inventory of banks of used or unwanted controlled substances
Country:	Mali
Implementing agency:	UNEP
Meeting where request is being submitted	ExCom 97
Implementation period	January 2026 – December 2027
Duration of implementation (i.e., time (in months)) from the approval of PRP to submission of the national inventory and action plan (please specify): 24 months	
Funding requested:	
Agency	Funding requested (US \$)*
UNEP	90,000 plus PSC

*Details should be consistent with information provided in the relevant sections below.

PART II: PREREQUISITES FOR SUBMISSION

Item	Yes	No
Official endorsement letter from Government, indicating roles of respective agencies (where more than one IA is involved), and that the national inventory/action plan will be completed within 24 months from the date of project approval	☒	☐
Project included in the bilateral/IA business plan?	☒	☐
If NO , please provide explanation: N/A		

A. Information required for the funding request to prepare a national inventory of banks of used or unwanted controlled substances, and a plan for the collection, transport and disposal of such substances, including consideration of recycling, reclamation and cost-effective destruction.

- Brief overview of the concept, methodology and approach to be taken for the preparation of the national inventory and / or action plan and how it is linked to other activities in the country (i.e., national plans like the KIP), in particular those activities in the refrigeration servicing sector such as recovery, recycling, and reclamation programmes**

The Montreal Protocol on Substances that Deplete the Ozone Layer has been one of the most successful international environmental agreements, achieving a steady phase-out of ozone-depleting substances (ODS) across the globe. With the adoption of the Kigali Amendment, hydrofluorocarbons (HFCs) “gases with high Global Warming Potential (GWP)” were also brought under its control. However, large banks of unwanted and used controlled substances continue to accumulate worldwide. These banks release emissions that damage the ozone layer and contribute to climate change. Unlike production and consumption, banks of controlled substances are not regulated by the Protocol, and their safe management remains a major challenge for developing countries and least developed countries.

This project will support Mali in preparing a national inventory of banks of used or unwanted controlled substances, and in developing a national action plan for their collection, transport, and environmentally sound disposal. The action plan will consider options such as recycling, reclamation, and destruction, while also identifying priority areas for intervention and policy measures. The results will guide Mali in deciding whether to destroy controlled substances locally or export them to specialized facilities abroad.

The project will also quantify the emission reduction potential of improved management practices in line with Executive Committee Decision 91/66. It will involve consultations with stakeholders, as well as a review of the legal and policy framework. The final report will provide recommendations for concrete actions and, where needed, new or strengthened legislation to improve the recovery and disposal of ODS and HFCs.

By covering both ODS (such as HCFCs) and high-GWP HFCs, the inventory and action plan will contribute directly to the objectives of Mali’s HCFC Phase-out Management Plan (HPMP) and Kigali Implementation Plan (KIP). The work will evaluate the viability of recovery, recycling, and reclaim (RRR) activities and environmentally sound destruction. Sources for the inventory will include seized chemicals in customs warehouses, waste and contaminated blends, residues from reclamation activities, and end-of-life equipment.

2. Description of activities that will be implemented during the preparation of the national inventories/action plans of banks for used and/or unwanted controlled substances and an indication of the estimated costs for the activities described broken down per agency

Activity	Description	Agency
Activity 1: Data collection and stakeholder analysis	• Agree with the project team on data collection methodology and approach. • Desk study on available data on banks of used and unwanted controlled substances, relevant institutions and stakeholders, and review of existing regulations and policies. • Conducting stakeholder analysis with responsibilities and roles including new stakeholders e.g. e-waste traders. • Identifying data gaps related to banks of used and unwanted controlled substances, relevant institutions and stakeholders, policies and regulations, including transport / export for disposal. • Conducting further data collection, on-site visits and surveys as needed.	UNEP
Activity 2: Analysis of	• Analyzing the role of Government bodies,	UNEP

institutional, policy and regulatory frameworks	NGOs, stakeholders, recovery and recycling centers and other institutions involved in waste management. - Analyzing existing policy and regulatory frameworks, including waste management policies. - Forecasting the amounts of used or unwanted ODS/HFC which might require RRR or disposal in future, to evaluate the economic viability of a reclamation and destruction plant respectively. - Assessing the feasibility and costs of existing disposal options (recycling, reclaim, destruction), based on expected amounts to be treated. - Analyzing the potential environmental benefits for the ozone layer and the climate. - Analyzing the potential for substance recycling and reclamation for re-use. - Analyzing existing disposal options for ODS/HFCs including export and local reclamation and/or destruction.	
Activity 3: Inventory of banks and preparation of action plan	- Setting up database / inventory of banks of used or unwanted controlled substances, with distinction of amounts for recycling, reclamation, and destruction. - Preparing an initial action plan for collection, transport, storage and setting up the required disposal infrastructure. - Elaborating a business / financing model to ensure long-term sustainability of collection / disposal operations. - Conducting stakeholder consultations presenting the draft inventory and action plan to obtain stakeholder input, support, and validation. - Drafting a set of recommended regulations and policies supporting the collection / disposal of used or unwanted ODS / HFCs, and sustainable financing. - Finalization of the action plan considering stakeholder comments.	UNEP
Activity 4: Project management, monitoring, progress reporting, final report, and evaluation	- Managing and monitoring project activities. - Establishing national expert team. - Reporting and evaluating project progress. - Preparing initial and final reports considering stakeholder comments. - Project progress properly monitored and evaluated, including gender mainstreaming	UNEP

	dimension	
3. Funding for the activities described in 2 above		
Activity	Indicative funding (US \$)	Agency
Activity 1: Data collection and stakeholder analysis	45,000	UNEP
Activity 2: Analysis of institutional, policy and regulatory frameworks	15,000	UNEP
Activity 3: Inventory of banks and preparation of action plan	20,000	UNEP
Activity 4: Project management, monitoring, progress reporting, final report, and evaluation	10,000	UNEP
TOTAL	90,000	
4. How will the Multilateral Fund gender policy be considered during project preparation?		
In line with ExCom decision 92/40 and ExCom document 92/51, the Fund Secretariat's operational gender mainstreaming policy and selected performance indicators described in Annex XXII of ExCom 92 report will be incorporated into the preparation of the inventory of banks of used or unwanted controlled substances, and the plan for the collection, transport, and disposal of such substances.		

MULTILATERAL FUND FOR THE IMPLEMENTATION OF THE MONTREAL PROTOCOL

FUNDING REQUEST FOR THE PREPARATION OF NATIONAL INVENTORIES OF BANKS OF USED OR UNWANTED CONTROLLED SUBSTANCES AND A PLAN FOR THE COLLECTION, TRANSPORT AND DISPOSAL OF SUCH SUBSTANCES, INCLUDING CONSIDERATION OF RECYCLING, RECLAMATION AND COST-EFFECTIVE DESTRUCTION

Part I: Project information

Project title:	Preparation of national inventory of banks of waste-controlled substances and development of a national plan for management of these substances for Saint Vincent and the Grenadines	
Country:	Saint Vincent and the Grenadines	
Lead implementing agency:	UNEP	
Cooperating agency (1):	(select)	Click or tap here to enter text.
Cooperating agency (2):	(select)	Click or tap here to enter text.
Cooperating agency (3):	(select)	Click or tap here to enter text.
Meeting where request is being submitted	97 th Meeting	
Implementation period	January 2026 – December 2027	
Duration of implementation (i.e., time (in months)) from the approval of PRP to submission of the national inventory and action plan (please specify):		
Funding requested:		
Agency	Funding requested (US \$)*	
UNEP	70,000	
(select)	Click or tap here to enter text.	
(select)	Click or tap here to enter text.	
(select)	Click or tap here to enter text.	

*Details should be consistent with information provided in the relevant sections below.

Part II: Prerequisites for submission

Item	Yes	No
Official endorsement letter from Government, indicating roles of respective agencies (where more than one IA is involved), and that the national inventory/action plan will be completed within 24 months from the date of project approval	☒	☐
Project included in the bilateral/IA business plan?	☒	☐
If NO, please provide explanation:		

A. Information required for PRP funding request for the national inventories of banks of used or unwanted controlled substances and a plan for the collection, transport and disposal of such substances, including consideration of recycling, reclamation and cost-effective destruction

1.	Brief overview of the the concept, methodology and approach to be taken for the preparation of the national inventory and / or action plan and how it is linked to other activities in the country (i.e., national plans like the KIP), in particular those activities in the refrigeration servicing sector such as recovery, recycling, and reclamation programmes
The Government of Saint Vincent and the Grenadines, through the Montreal Protocol, has been effectively regulating the consumption of ozone-depleting substances (ODS) since 1996. In 2005, the Government of Saint Vincent and the Grenadines passed the Montreal Protocol (Substances that Deplete the Ozone Layer) (Control) Regulations, statutory Rules and Orders 2005 No. 14, which, inter alia, controls the import and export of all ODS,	

including HCFCs. The regulations stipulate that all ODS importers must obtain an import license in order to import ODS into the country. The import license is issued by the NOU to each importer and renewed yearly. Furthermore, Saint Vincent and the Grenadines' ratification of the Kigali Amendment in 2022 added hydrofluorocarbons (HFCs) to the list of controlled substances. The Government has prepared a revision that includes regulatory support for the mandatory certification of technicians, a ban on HCFC imports, a ban on the import of HCFC-based equipment, limits on the sale of HCFC-22 refrigerant, restriction of the servicing of RAC equipment to licensed technicians, and the inclusion of an HFC quota system.

However, as a result of the consumption of these controlled substances, banks of used and unwanted ODS and HFCs may have accumulated. These substances, if not properly managed, will continue to be released into the atmosphere, damaging the ozone layer and contributing to climate change. Banks of controlled substances are not regulated under the Montreal Protocol; resultantly, collection, recovery, and cost-effective disposal (recycling, reclaiming, destruction) of these used or unwanted substances represent a challenge for developing countries. This project aims to establish an inventory of banks of used or unwanted controlled substances in Saint Vincent and the Grenadines, and a plan for the collection, transport, and disposal. It will assess the potential for recycling, reclamation, and other cost-effective disposal options. It will quantify the mitigation potential in line with ExCom Decision 91/66, including the analysis of existing legislation and policies, and stakeholder consultations. The final report and action plan will propose actions, new legislation, and policies to enhance the collection and disposal of used or unwanted ODS and HFCs.

The inventory of banks of used and unwanted controlled substances and action plan will cover ODSs like HCFCs and global warming HFCs and thus contribute to the objectives of the HPMP and KIP to reduce emissions through good practices, containment, recovery, recycling and reclaim (RRR) and environmentally sound disposal. This includes seized chemicals stored at customs warehouses, waste and contaminated chemicals/blends, and residues from recycling and reclaiming processes

2. Description of activities that will be implemented during the preparation of the national inventories/action plans of banks for used and/or unwanted controlled substances and an indication of the estimated costs for the activities described broken down per agency

Activity	Description	Agency
Data collection	i) Determine data collection methodology and approach along with the NOU and stakeholders. ii) Undertake a desk study on available data on banks of used and unwanted controlled substances, relevant institutions and stakeholders, and existing regulations and policies. iii) Identify existing capacity to analyse the composition of used or unwanted ODS / HFCs, and the need for upgrading capacity. iv) Identify data gaps related to banks of used and unwanted controlled substances, relevant institutions and stakeholders, policies and regulations, including transport/export for disposal. v) Conduct further data collection, on-site visits and surveys as needed.	UNEP
Analysis of data collected	Analyse stakeholder, institutional, policy, and regulatory frameworks: i) Conduct stakeholder analysis with responsibilities, roles, and considering gender aspects, including for new stakeholders, e.g. e-waste traders. ii) Analyse the role of Government bodies, NGOs, stakeholders, recovery and recycling	UNEP

	centres, and other institutions involved in waste management. iii) Analyse existing policy and regulatory frameworks, including waste management policies. iv) Forecast the amounts of used or unwanted ODS/HFC that might require RRR or disposal in the future, to evaluate the economic viability of a reclamation and destruction plant. v) Assess the feasibility and costs of existing disposal options (recycling, reclaiming, destruction), based on expected amounts to be treated. vi) Analyse the potential environmental benefits for the ozone layer and the climate. vii) Analyse the potential for substance recycling and reclamation for reuse. viii) Analyse existing disposal options for ODS/HFCs, including export and local reclamation and/or destruction.	
Preparation of inventory report/national plan	Preparation of National Action Plan: i) Develop a database or inventory of banks of used or unwanted controlled substances. ii) Prepare initial action plan for collection, transport, storage and setting up the required disposal infrastructure iii) Develop a business or financing model to ensure the long-term sustainability of collection or disposal operations. iv) Draft a set of recommended regulations and policies supporting the collection/disposal of used or unwanted ODS/HFCs, and sustainable financing. v) Finalize and endorse the National Plan, considering stakeholder contributions.	UNEP
Stakeholder consultations	Consultation with key national stakeholders i) Conduct stakeholder consultations presenting the draft inventory and action plan to obtain stakeholders' input, support, and validation.	UNEP
Others, specify. Project Management and Reporting	i) Manage and monitor project activities. ii) Prepare project report	UNEP
3. Funding for the activities described in 2 above		
Activity	Indicative funding (US \$)	Agency
Data collection	30,000	UNEP
Analysis of data collected	10,000	UNEP
Preparation of inventory report/national plan	20,000	UNEP
Stakeholder consultations	5,000	UNEP
Project Management and Reporting	5,000	UNEP
TOTAL	70,000	
4. How will the Multilateral Fund gender policy be considered during project preparation?		

The Fund Secretariat's operational gender mainstreaming policy will be incorporated into the preparation of the inventory of banks of used or unwanted controlled substances, and the plan for the collection, transport, and disposal of such substances. The NOU will encourage women to apply for consultancies under the project; disaggregated data on gender will be collected; When preparing information materials, publications and awareness raising activities the NOU will ensure that gender sensitive language is used, gender stereotypes and biases are avoided, and both women and men are equally portrayed in graphic materials. Finally, the NOU will employ a balanced approach to gender parity in areas such as the delivery of presentations, selection of trainers and when forming the country delegations that will participate in meetings.

MULTILATERAL FUND FOR THE IMPLEMENTATION OF THE MONTREAL PROTOCOL

Part I: Project information

Project title:	Preparation of national inventory of banks of used or unwanted controlled substances
Country:	Serbia
Implementing agency:	UNEP
Meeting where request is being submitted	ExCom 97
Implementation period	24 months
Duration of implementation (i.e., time (in months)) from the approval of PRP to submission of the national inventory and action plan (please specify): January 2026 – December 2027	
Funding requested:	
Agency	Funding requested (US \$)*
UNEP	90,000 plus PSC

*Details should be consistent with information provided in the relevant sections below.

Part II: Prerequisites for submission

Item	Yes	No
Official endorsement letter from Government, indicating roles of respective agencies (where more than one IA is involved), and that the national inventory/action plan will be completed within 24 months from the date of project approval	☒	☐
Project included in the bilateral/IA business plan?	☒	☐
If NO, please provide explanation:		

A. Information required for PRP funding request for the national inventories of banks of used or unwanted controlled substances and a plan for the collection, transport and disposal of such substances, including consideration of recycling, reclamation and cost-effective destruction

1. Brief overview of the the concept, methodology and approach to be taken for the preparation of the national inventory and / or action plan and how it is linked to other activities in the country (i.e., national plans like the KIP), in particular those activities in the refrigeration servicing sector such as recovery, recycling, and reclamation programmes
The Montreal Protocol has been effectively regulating the production and consumption of ozone-depleting substances (ODS) since 1989. The Kigali Amendment added the global warming hydrofluorocarbons (HFCs) to the list of controlled substances. Large banks of used and unwanted controlled substances have accumulated globally, which are continuously being released to the atmosphere from these banks. These emissions are damaging the ozone layer and contributing to global warming. Banks of controlled substances are not regulated under the Montreal Protocol. Collection, recovery and disposal (recycling, reclaim, destruction) of used or unwanted controlled substances represent a challenge for developing countries. The project aims to establish an inventory of banks of used or unwanted controlled substances in Serbia, and a plan for the collection, transport, and disposal of such substances, including consideration of recycling, reclamation, and cost-effective destruction. It will quantify the mitigation potential in line

with ExCom Decision 91/66, include the analysis of existing legislation and policies, and stakeholder consultations. The final report and action plan will propose actions, new legislation and policies to enhance the collection and disposal of used or unwanted ODS / HFCs.

The methodology / approach might be inspired by that recommended by the Climate and Ozone Protection Alliance (COPA).

The inventory of banks of used and unwanted controlled substances and action plan will cover ozone-depleting substances like HCFCs and global warming HFCs and thus contribute to the objectives of the HPMP and the future KIP to reduce emissions through good practices / containment, recovery, recycling and reclaim (RRR) and environmentally sound disposal. This includes seized chemicals stored at customs warehouses, waste and contaminated chemicals / blends, and residues from recycling and reclaim processes.

2. Description of activities that will be implemented during the preparation of the national inventories/action plans of banks for used and/or unwanted controlled substances and an indication of the estimated costs for the activities described broken down per agency

Activity	Description	Agency
Activity 1: Data collection and stakeholder analysis	Agreeing with project team on data collection methodology and approach. Desk study on available data on banks of used and unwanted controlled substances, relevant institutions and stakeholders, and existing regulations and policies. Conducting stakeholder analysis with responsibilities and roles including new stakeholders e.g. e-waste traders. Identifying laboratories able to analyse the composition of used or unwanted ODS / HFCs, and the need for upgrading such laboratories. Identifying data gaps related to banks of used and unwanted controlled substances, relevant institutions and stakeholders, policies and regulations, including transport / export for disposal. Conducting further data collection, on-site visits and surveys as needed.	UNEP
Activity 2: Analysis of institutional, policy and regulatory frameworks	Analysing the role of Government bodies, NGOs, stakeholders, recovery and recycling centres and other institutions involved in waste management. Analysing existing policy and regulatory frameworks, including waste management policies. Forecasting the amounts of used or unwanted ODS/HFC which might require RRR or disposal in future, to evaluate the economic viability of a reclamation or destruction plant. Assessing the feasibility and costs of existing	UNEP

	disposal options (recycling, reclaim, destruction), based on expected amounts to be treated. Analysing the potential environmental benefits for the ozone layer and the climate. Analysing the potential for substance recycling and reclamation for re-use. Analysing existing disposal options for ODS/HFCs including export and local reclamation and/or destruction.	
Activity 3: Inventory of banks and preparation of action plan	Setting up database / inventory of banks of used or unwanted controlled substances, with distinction of amounts for recycling, reclamation, and destruction. Preparing initial action plan for collection, transport, storage and setting up the required disposal infrastructure. Elaborating a business / financing model to ensure long-term sustainability of collection / disposal operations. Conducting stakeholder consultations presenting the draft inventory and action plan to obtain stakeholder input, support, and validation. Drafting a set of recommended regulations and policies supporting the collection / disposal of used or unwanted ODS / HFCs, and sustainable financing. Finalization of the action plan considering stakeholder comments.	UNEP
Activity 4: Project management, monitoring, progress reporting, final report, and evaluation	Managing and monitoring project activities. Establishing national expert team. Reporting and evaluating project progress. Preparing initial and final report considering stakeholder comments. Project progress properly monitored and evaluated, including gender mainstreaming dimension.	UNEP
3. Funding for the activities described in 2 above		
Activity	Indicative funding (US \$)	Agency
Activity 1: Data collection and stakeholder analysis	32,000	UNEP
Activity 2: Analysis of institutional, policy and regulatory frameworks	18,000	UNEP
Activity 3: Inventory of banks and preparation of action plan	20,000	UNEP

Activity 4: Project management, monitoring, progress reporting, final report, and evaluation	20,000	UNEP
TOTAL	90,000	
4. How will the Multilateral Fund gender policy be considered during project preparation?		
The Multilateral Fund (MLF) gender policy will be integrated into the preparation of the project to ensure gender equality and inclusive participation. Additionally, gender-disaggregated data will be collected to analyze the roles of men and women in handling and disposing of controlled substances, identifying potential gaps and challenges.		

MULTILATERAL FUND FOR THE IMPLEMENTATION OF THE MONTREAL PROTOCOL

Part I: Project information	Project title:	Preparation of national inventory of banks of used or unwanted controlled substances
Country:		Syria
Implementing agency:		UNEP
Meeting where request is being submitted		ExCom-97
Implementation period		24 months
Duration of implementation (i.e., time (in months)) from the approval of PRP to submission of the national inventory and action plan (please specify): January 2026 – December 2027		
Funding requested:		
	Agency	Funding requested (US \$)*
	UNEP	100,000 plus PSC

*Details should be consistent with information provided in the relevant sections below.

Part II: Prerequisites for submission

Item	Yes	No
Official endorsement letter from Government, indicating roles of respective agencies (where more than one IA is involved), and that the national inventory/action plan will be completed within 24 months from the date of project approval	☒	☐
Project included in the bilateral/IA business plan?	☒	☐
If NO, please provide explanation:		

A. Information required for the funding request to prepare a national inventory of banks of used or unwanted controlled substances, and a plan for the collection, transport and disposal of such substances, including consideration of recycling, reclamation and cost-effective destruction

1. Brief overview of the the concept, methodology and approach to be taken for the preparation of the national inventory and / or action plan and how it is linked to other activities in the country (i.e., national plans like the KIP), in particular those activities in the refrigeration servicing sector such as recovery, recycling, and reclamation programmes Recognized as one of the most successful environmental agreements, the Montreal Protocol has phased out a wide range of ozone-depleting substances (ODS). Its Kigali Amendment further strengthened this framework by adding hydrofluorocarbons (HFCs) to the list of controlled substances. Consequently, large quantities of used and unwanted ODS and HFCs have accumulated globally, creating stockpiles known as “banks” that remain unregulated under the Montreal Protocol. These banks continue to generate emissions, harming the ozone layer and contributing to global warming. Developing countries, in particular, face significant challenges in managing the collection, recovery, recycling, reclamation, and destruction of these substances. This project will create an inventory of used and unwanted ODS and HFC banks in Syria and develop a plan for their collection, transportation, and disposal, with a focus on cost-effective and environmentally sound recycling, reclamation, and destruction methods. It will also assess the emissions mitigation potential, in line with Executive Committee (ExCom) Decision 91/66, through a review of existing legislation and policies, coupled with stakeholder consultations. The final report and action plan will propose concrete actions and new legislation or policies to improve the collection and disposal of used and unwanted ODS and HFCs. The project's methodology may draw inspiration from recommendations provided by the Climate and Ozone Protection Alliance (COPA).

The inventory and action plan will address ODS, including HCFCs, in support of Syria's HCFC Phase-out Management Plan (HPMP). Emission reductions will be pursued through improved containment, recovery, recycling, reclamation (RRR), and environmentally sound disposal. In light of the post-war context, the inventory will include seized chemicals in customs warehouses, contaminated waste chemicals and blends, residues from recycling and reclamation processes (if any), as well as stockpiles of damaged or decommissioned equipment containing ODS and HFCs. The action plan will provide detailed strategies for the collection, storage, transport, and disposal of these substances. It will also define the roles and responsibilities of manufacturers and distributors and integrate any existing RRR programs.

2. Description of activities that will be implemented during the preparation of the national inventories/action plans of banks for used and/or unwanted controlled substances and an indication of the estimated costs for the activities described broken down per agency

Activity	Description	Agency
Activity 1: Data collection and stakeholder analysis	- Defining data collection methodology and approach with the project team. - Desk study on available data on banks of used and unwanted controlled substances, relevant institutions and stakeholders, and existing regulations and policies. - Conducting stakeholder analysis with responsibilities and roles including new stakeholders e.g. e-waste traders. - Identifying laboratories able to analyse the composition of used or unwanted ODS / HFCs, and the need for upgrading such laboratories. - Identifying data gaps related to banks of used and unwanted controlled substances, relevant institutions and stakeholders, policies and regulations, including transport / export for disposal. - Conducting further data collection, on-site visits and surveys as needed.	UNEP
Activity 2: Analysis of institutional, policy and regulatory frameworks	- Analysing the role of Government bodies, NGOs, stakeholders, recovery and recycling centres and other institutions involved in waste management. - Analysing existing policy and regulatory frameworks, including waste management policies. - Forecasting the amounts of used or unwanted ODS/HFC which might require RRR or disposal in future, to evaluate the economic viability of a reclamation respectively destruction plant. - Assessing the feasibility and costs of existing disposal options (recycling, reclaim, destruction), based on expected amounts to be treated. - Analysing the potential environmental benefits for the ozone layer and the climate. - Analysing the potential for substance recycling and reclamation for re-use.	UNEP

	-Analysing existing disposal options for ODS/HFCs including export and local reclamation and/or destruction.	
Activity 3: Inventory of banks and preparation of action plan	- Setting up database / inventory of banks of used or unwanted controlled substances. - Preparing initial action plan for collection, transport, storage and setting up the required disposal infrastructure. - Elaborating a business / financing model to ensure long-term sustainability of collection / disposal operations. - Conducting stakeholder consultations presenting the draft inventory and action plan to obtain stakeholder input, support, and validation. - Drafting a set of recommended regulations and policies supporting the collection / disposal of used or unwanted ODS / HFCs, and sustainable financing. - Finalization of the action plan considering stakeholder comments.	UNEP
Activity 4: Project management, monitoring, progress reporting, final report, and evaluation	-Managing and monitoring project activities. - Establishing national expert team. - Reporting and evaluating project progress. - Preparing initial and final report considering stakeholder comments. - Project progress properly monitored and evaluated, including gender mainstreaming dimension	UNEP
3. Funding for the activities described in 2 above		
Activity	Indicative funding (US \$)	Agency
Activity 1: Data collection and stakeholder analysis	25,000	UNEP
Activity 2: Analysis of institutional, policy and regulatory frameworks	20,000	UNEP
Activity 3: Inventory of banks and preparation of action plan	25,000	UNEP
Activity 4: Project management, monitoring, progress reporting, final report, and evaluation	30,000	UNEP
TOTAL	100,000	
4. How will the Multilateral Fund gender policy be considered during project preparation?		
In line with ExCom decision 92/40 and ExCom document 92/51, the Fund Secretariat's operational gender mainstreaming policy and selected performance indicators described in Annex XXII of ExCom 92 report will be incorporated into the preparation of the inventory of banks of used or unwanted controlled substances, and the plan for the collection, transport, and disposal of such substances.		

Enabling Activities for Kigali Amendment

As per Executive Committee decision .../....

Date

Sept. 2025

Services Performed For:

Country: Yemen (The Republic of Yemen)

Local Executing Authority: National Ozone Unit (NOU),
Environment Protection Authority (EPA)/Ministry of
Water and Environment (MWE).

Funding Request for Enabling Activities for the Kigali Amendment in YEMEN

Background

The Republic of Yemen acceded to the Vienna Convention and the Montreal Protocol in February 1996, followed by the ratification of the London, Copenhagen, and Montreal Amendments in April 2001, and the Beijing Amendment in October 2009.

A well-established institutional framework supports the implementation of these international obligations, with the National Ozone Unit (NOU), operating within the Environmental Protection Authority (EPA), serving as the primary national coordinating body.

Yemen has actively pursued its obligations under the Montreal Protocol, particularly in phasing out ozone-depleting substances (ODS). In July 2008, the Executive Committee (ExCom) of the Multilateral Fund (MLF) approved Yemen's National ODS Phase-Out Plan. Later that year, in November 2008, the ExCom also approved, in principle, a project for the terminal phase-out of methyl bromide.

Regarding hydrochlorofluorocarbons (HCFCs), the ExCom approved Stage I of Yemen's HCFC Phase-out Management Plan (HPMP) during its 68th Meeting in December 2012, covering the period 2012–2015. The plan targeted a 15% reduction in HCFC consumption from the established baseline. Yemen's agreed starting point for sustained aggregate reduction was **175.75 ODP tonnes**, based on 2009–2010 consumption data, including HCFC-141b contained in imported pre-blended polyols. Notably, HCFC-22 represented more than 99% of this baseline, primarily consumed by the refrigeration and air-conditioning (RAC) servicing sector.

However, despite Yemen's ongoing political and economic crises have adversely affected national capacities for implementing MP projects on the ground, Yemen remains firmly committed to its international environmental obligations, including the emerging requirements under the Kigali Amendment.

Recognizing the need to control hydrofluorocarbons (HFCs), which are potent greenhouse gases, Yemen is taking active steps toward ratifying the Kigali Amendment. A draft decree for ratification is under preparation, signaling the Government's intent to formally join the global HFC phase-down effort. The Kigali Enabling Activities (KEA) will build upon Yemen's institutional capacity and lessons learned from earlier Montreal Protocol projects, ensuring a smooth and timely transition to HFC control measures without undermining progress in HCFC phase-out.

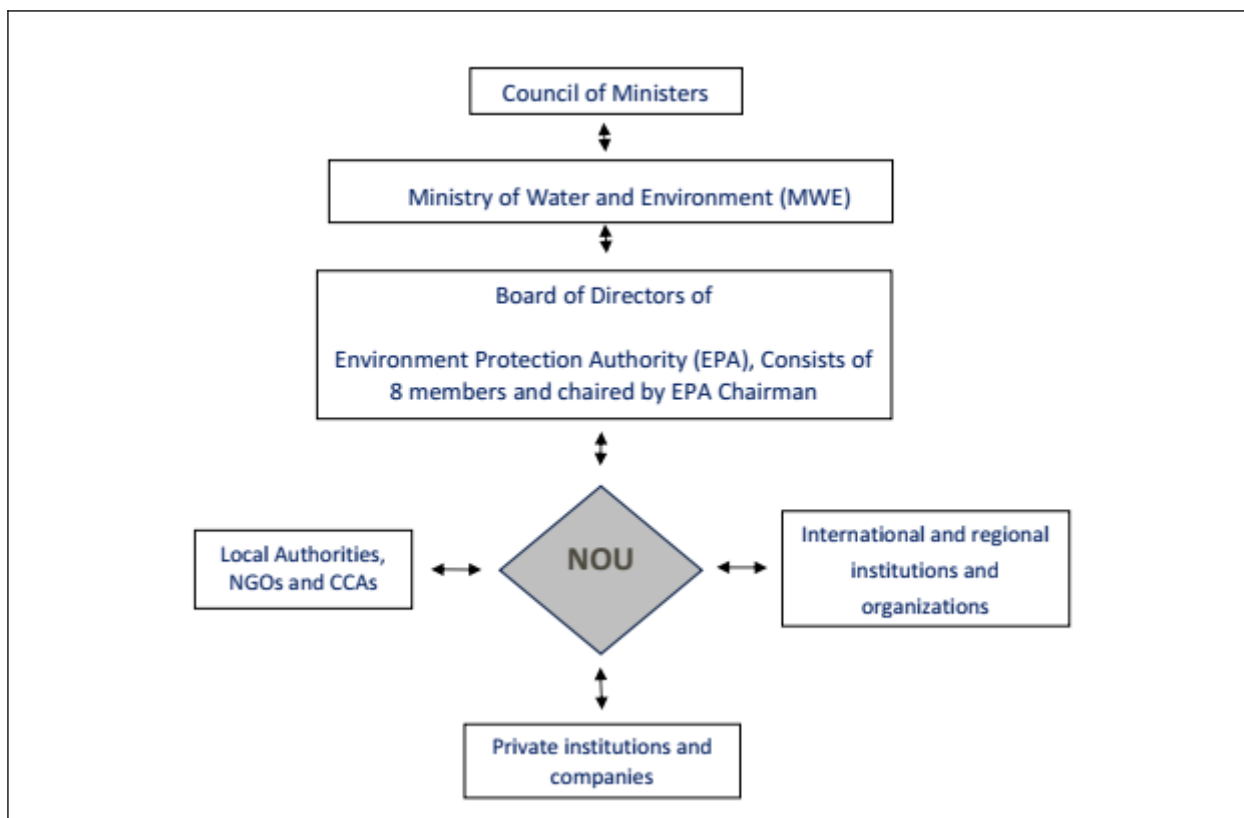
Institutional arrangements for implementation of enabling activities.

Yemen, as a Party to the Vienna Convention for the Protection of the Ozone Layer and the Montreal Protocol (MP) on Substances that Deplete the Ozone Layer, has committed to implementing all necessary measures to safeguard the stratospheric ozone layer and adhere to the phase-out schedules for ozone-depleting substances (ODS) as outlined in the Protocol and its Amendments.

The effective implementation of the Kigali Enabling Activities (KEA) in Yemen will build upon the country's well-established institutional framework responsible for the implementation of the Montreal Protocol. This framework ensures coordination across all relevant government entities and stakeholders to support the successful execution of KEA components.

The National Ozone Unit (NOU), operating under the Environment Protection Authority (EPA) within the Ministry of Water and Environment, will serve as the national lead entity responsible for the coordination and oversight of the KEA. Drawing on its extensive experience in managing ODS phase-out projects, the NOU will undertake the following core responsibilities:

- Manage and coordinate all components and activities of the KEA on a daily basis.
- Serve as the focal point for communication with the designated bilateral or implementing agency.
- Facilitate inter-ministerial coordination and stakeholder engagement.
- Ensure timely collection, consolidation, and reporting of HFC-related data.
- Support the development and review of relevant policies and regulatory frameworks.
- Oversee national awareness campaigns and capacity-building efforts.
- Prepare periodic progress and financial reports in line with Multilateral Fund (MLF) requirements



Other Key Government Stakeholders

The successful implementation of the KEA will require active collaboration with other ministries and public institutions, each playing a critical role in HFC management:

1. **Ministry of Industry and Trade** – Responsible for overseeing industrial HFC consumption surveys (e.g., in foam production, refrigeration assembly) and contributing to policy formulation for industrial practices.
2. **General Directorate of Customs** – Central to monitoring and regulating the import/export of HFCs and HFC-based equipment. Customs authorities will be engaged in data collection, enforcement of licensing systems, and prevention of illegal trade. Capacity-building initiatives will specifically target customs personnel.
3. **Ministry of Electricity / Energy Sector** – Will assess the energy efficiency of alternative technologies and promote adoption of low-GWP, energy-efficient cooling systems.
4. **Other relevant ministries and agencies**, including:
 - **Ministry of Finance**, for oversight of tariffs and economic incentives;
 - **National standards authorities**, for the development of technical standards related to HFC alternatives and safety.

Engagement with Academia, Industry, and Civil Society

National stakeholders—such as academic institutions, industry associations, and civil society organizations—will be involved through consultative meetings, technical workshops, and awareness campaigns. Their participation will help ensure that the KEA activities are grounded in local realities and contribute meaningfully to policy development, technology adoption, and inventory assessments.

Role of the Implementing Agency (UNEP)

The designated implementing agency, **UNEP**, will provide overall technical and financial oversight for KEA execution. UNEP will be responsible for:

1. Offering technical guidance to the NOU across all KEA components.
2. Facilitating access to international best practices and global expertise.
3. Reviewing and endorsing work plans and progress reports.
4. Disbursing project funds in accordance with MLF policies and delivery milestones.
5. Ensuring compliance with all MLF reporting and verification requirements.

The collaborative engagement between NOU/EPA, government counterparts, local stakeholders, and UNEP will ensure a coordinated, inclusive, and effective delivery of the KEA project. This institutional foundation will be instrumental in enabling Yemen to meet its Kigali Amendment obligations and implement sustainable HFC phase-down measures

Overall Goal:

To support the Government of Yemen and its national stakeholders in achieving timely ratification and effective implementation of the Kigali Amendment to the Montreal Protocol, ensuring readiness for the phase-down of hydrofluorocarbons (HFCs) in alignment with national development and environmental priorities.

Specific Objectives:

(a) Facilitate Ratification:

To provide institutional, legal, and procedural support to accelerate Yemen's formal ratification of the Kigali Amendment, including the preparation of necessary documentation and inter-ministerial coordination.

(b) Establish HFC Baseline and Strengthen Data Systems:

To conduct a comprehensive national inventory of HFC consumption and develop robust systems for data collection, validation, and reporting. This includes strengthening existing mechanisms to track HFC imports, exports, and consumption by sub-sector.

(c) Strengthen Policy and Regulatory Framework:

To review and revise national legislation related to ODS control, ensuring it incorporates provisions for HFC management. This includes integrating HFCs into existing licensing, quota, and reporting systems and establishing necessary control and enforcement mechanisms.

(d) Enhance National Institutional and Technical Capacity:

To build the institutional and technical capacity of key national stakeholders, particularly the National Ozone Unit (NOU), customs authorities, and other relevant agencies—for the effective implementation, monitoring, and enforcement of Kigali-related measures.

(e) Increase Awareness and Stakeholder Engagement:

To enhance awareness and understanding among policymakers, industry representatives, technicians, and the general public regarding:

- The obligations and benefits of the Kigali Amendment
- Environmental and climate risks associated with high-GWP HFCs
- Safe adoption and use of low-GWP alternatives.

(f) Develop a National HFC Phase-down Strategy:

To formulate a long-term, evidence-based national strategy or roadmap for the phasedown of HFCs. This will include sectoral prioritization, policy recommendations, technology

pathways, and capacity development plans to ensure a smooth transition to low-GWP alternatives.

Proposed Approach and Activities

The Kigali Enabling Activities (KEA) for Yemen will be implemented through a structured and integrated approach comprising three interlinked components. These are designed to prepare the Republic of Yemen for ratification and implementation of the Kigali Amendment. Activities will build on the existing institutional capacities developed under the Montreal Protocol and ensure inclusive stakeholder engagement. The implementation period is estimated at 18 months.

The project is also aligned with Yemen's broader environmental and climate objectives, including efforts to reduce greenhouse gas emissions, improve energy efficiency, and promote sustainable development. Where feasible, the project will encourage the participation of women and youth in awareness-raising, training, and consultation activities, in accordance with MLF best practices.

Components proposed for enabling activities:

Proposed Component (I):	Facilitate early ratification of the Kigali Amendment
Objective	To raise awareness amongst stakeholders on the need to ratify the Kigali Amendment at the earliest possible time.
Target Group:	High-level decision makers, Relevant government institutions, HFC importers & distributors, relevant NGOs associations and RAC technicians, etc.
Description of activities	1) Consultation meetings with key stakeholders on relevant aspects of the Kigali Amendment to compare the existing national policies and regulatory frameworks of HFCs with the view to facilitating smoother and faster path to adoption of the relevant instrument of ratification. 2) Raising awareness to decision makers and legislators in Yemen on the merits of ratifying the Kigali Amendment (Production of information sheets in Arabic on the Kigali Amendment to facilitate consultations and speed up the ratification process). 3) Assisting in drafting ratification package (official decree text, explanatory memorandum, supporting technical notes) submitted to relevant authority; confirmation letter from the Ministry of Foreign Affairs or equivalent. Modelling the framework for data collection and analysis. 4) Development of a modelling tool for the analysis of the Regulatory/policy Impacts assessment (RIA). 5) Outreach the Kigali Amendment to the public, including the HFC phase-down and energy efficiency improvement options.
Outputs:	a) Desk study completed; Legislative acts drafted/amended to include HFC phase-down control measures. b) Workshop reports of the Consultative workshop/seminars to the decision makers and legislators in YEMEN on the benefits of ratification of the Kigali Amendment. c) Kigali ratification document drafted. d) At least 5 stakeholders' consultation meetings are organized with proper consideration of gender balance. e) A modelling tool for RIA is developed and used to facilitate

	decision making. f) Report on the framework for data collection and analysis
Outcome:	The goal of this component is to assist the Government of Yemen in ratifying the Kigali Amendment.

Proposed Component (II):	Capacity-building & training for ODS alternatives adoption and management
Objective	To build capacity of HFC stakeholders and decision makers for adoption of HFC refrigerants
Target Group:	Customs officials, National Ozone Unit (NOU), Standards Organization, Distributors and importers of ODS, RAC Servicing companies, related NGOs associations.
Description of activities	1) Training needs assessment of Yemeni customs and enforcement officers for effective monitoring of HFCs imports 2) Undertaking the training needs assessment of RAC technicians on safe use of HFC alternatives. 3) Training needs assessment of the NOU and other regulatory agencies to manage HFC phase down. 4) Identification of HFC alternatives markets within and outside the country in addition to analyzing, market trends; Sensitize consumers on low GWP technologies. 5) Creating Training Requirement Reports and HFC Alternative Market Reports. 6) Translate and disseminate the safety standards for the properly handling and operating with flammable/toxic refrigerants in accordance with international standards to the stakeholders.
Outputs:	a) Report with recommendations on training needs assessment for the Yemeni customs and other enforcement agencies. b) Report with recommendations on training needs assessment for RAC technicians on safe use of HFC alternatives. c) Report on Training needs assessment of the NOU and other regulatory agencies to manage HFC phase down, at least 2 meetings/ consultations workshops are organized. d) Report on Identification of HFC alternatives markets within and outside the country along with market trends analysis. e) All above reports produced, printed and disseminated. f) Safety standards for the properly handling and operating with flammable/toxic refrigerants available in Arabic
Outcome:	Key stakeholders can function as per the new expected roles due to a better understanding of the shifting context under the Kigali Amendment implementation. The capacities of beneficiaries for critical analysis, debate and decision taking on alternative technology are thereby improved. with proper consideration of gender considerations have been taken into account in undertaking the activity.

Proposed Component (III):	Article 4B licensing & Reporting
Objective	To develop and update ODS legislation, incorporate Customs Codes for HFCs and the Licensing Quota System to facilitate monitoring import/export of HFCs and HFC's alternatives and its equipment, and to develop ODS Alternatives Data Hub.
Target Group	National Ozone Unit (NOU), customs officials Distributors and importers of ODS alternative,
Description of activities	1) Comprehensive review and revise the existing National licensing system for ODS, ODS alternatives included ODS based equipment, and draft the ODS alternative regulations to allow early ratification of the Kigali Amendment. 2) Review the current licensing system and incorporate new the HS Customs Codes with additional digits for HFCs substances into the new regulations. 3) Supporting the customs officials in developing national custom codes (HS) for different HFCs and HFC based products and include them into the Customs Tariff in order to ensure proper monitoring and recording of imports/exports or re-export of individual HFCs (to develop electronic registry and reporting tools for all controlled substances). 4) Modelling the framework for data collection and analysis 5) Consultative meetings with the customs officials and other enforcement agencies on monitoring and controlling imports of HFCs as well as HFC based products.
Outputs	a) National licensing system is reviewed and recommendations are made on how to integrate HFC, HFC blends, and HFC containing products and equipment (report prepared) b) New regulations have updated customs codes based on WTO/WCO system; national customs codes are developed c) Electronic registry and reporting tools for HFCs and HFC based products are developed and operational d) At least 2 consultative meetings on monitoring and controlling HFC imports.
Outcome	The Environment Protection Authority (EPA) under the Ministry of Water and Environment is empowered to an effective implementation of HFCs license and quota system once the Kigali Amendment is ratified.

Proposed budget:

Activities	Proposed cost in USD (without PSC)
Component (I): Facilitate early ratification of the Kigali Amendment	

1) Consultation meetings with key stakeholders and a desk study on relevant aspects of the Kigali Amendment to compare the existing national policy and regulatory framework of HFCs. – (One international consultant to undertake a desk study x 1 month x 10,000 USD; Logistics for one workshop/seminar for decision makers and four consultation meetings for stakeholders at 3,000 USD/workshop)	22,000.00
2) Raising awareness to decision makers and legislators in Yemen on the merits of ratifying the Kigali Amendment (Production of 10 information sheets in Arabic on the Kigali Amendment to facilitate consultations and speed up the ratification process).	15,000.00
3) Assisting in the preparation of the Kigali ratification documents and the follow-up of documents submitted to the concerned national authorities to facilitate the ratification process at the national level. – The NOU with advice from a legal drafting expert. – 2 national consultants x 2.5 months x 3,000 USD	15,000.00
4) Modelling the framework for data collection and analysis – assistance of 2 national consultants x 2 months x 2,500 USD	10,000.00
5) Development of a modelling tool for the analysis of the Regulatory/policy Impacts assessment (RIA). – one international consultant X 2 months X 12000; two national consultants x 1.5 months x 3000 USD	33,000.00
6) Outreach the Kigali Amendment to the public, including the HFC phase-down and energy efficiency improvement options. – public campaign	5,500.00
TOTAL FOR COMPONENT (I)	100,500.00

Component (II): Capacity-building & training for ODS alternatives adoption and management	Proposed cost in USD (without PSC)
1) Training needs assessment of the Customs Department and other enforcement officers on new technologies for effective monitoring of HFCs imports- International Expert x 1 month x 9,000 USD Two national consultants x 2 months x 4000 USD	25,000.00
2) Undertaking the training needs assessment of RAC technicians on new technologies and safe use of HFC alternatives. Two national consultants x 2.5 months x 4000 USD	20,000.00
3) Training needs assessment of the NOU and other regulatory agencies to manage HFC phase down. One international expert x 1 month x 8000 USD, 2 national consultants x 1 month x 3,500 USD	15,000.00
4) Identification of HFC alternatives markets within and outside the country; Sensitize consumers on low GWP technologies. International Expert x 1 month x 8,000 USD Two national consultants x 2 months x 3000 USD.	20,000.00
5) Printing and dissemination services for all the above reports.	4,000.00
6) Translate and disseminate the safety standards for the properly handling and	6,000.00

operating with flammable/toxic refrigerants in accordance with international standards to the stakeholders.	
TOTAL FOR COMPONENT (II)	90,000.00

Component (III):Article 4B licensing & Reporting	Proposed cost in USD (without PSC)
1) Comprehensive review and revise the existing National licensing system for ODS, ODS alternatives, including ODS based equipment, and draft the ODS alternative regulations to allow early ratification of the Kigali Amendment. Two national experts x 2 months x 2500 USD	10,000.00
2) Review the current licensing system and incorporate new HS Customs Codes into the new regulations. Two national consultants x 2.5 months x 3000 USD	15,000.00
3) Supporting the customs officers in developing national customs codes (HS) for different HFCs and HFC based products, and include them into the Customs Tariff in order to ensure proper monitoring and recording of imports/exports or re-export of individual HFCs (to develop electronic registry and reporting tools for all controlled substances). Two national consultants x 2.5 months x 2500 USD	12,500.00
4) Two consultative meetings with the customs officials and other enforcement agencies on monitoring and controlling imports of HFCs and HFC based products. And conducting 3 workshops. 2 meetings x 3,500 USD and 3 workshops x 5000 USD	22,000.00
TOTAL FOR COMPONENT (III)	59,500.00
Grand Total in (USD) without PSC	250,000.00

IMPLEMENTATION PLAN

Component (I): Facilitate early ratification of the Kigali Amendment							
Consultation meetings with key stakeholders on relevant aspects of the Kigali Amendment to compare the existing national policies and regulatory frameworks of HFCs with the view to facilitating a smoother and faster path to adoption of the relevant instrument of ratification.	NOU	Decision makers, Relevant government agencies, HFC importers & distributors, RAC Servicing companies , relevant NGOs associations, and RAC technicians. with proper consideration of gender considerations have been taken into account in undertaking the activity.	Dec. 2025	April 2026	22,000	Consultancy Reports And workshops reports	Existing legislative Acts amended to include HFC phase down control measures (Report printed and submitted).
Raising awareness to decision makers and legislators in YEMEN on the merits of ratifying the Kigali Amendment (Production of information sheets in Arabic on the Kigali Amendment to facilitate consultations and speed up the ratification process).	NOU	Decision makers and legislators, Members of National Ozone Committee	Dec. 2025	July 2026	15,000	Workshop Report and information sheets and awareness documents	Decision makers and legislators in YEMEN recognize the merits of ratifying the Kigali Amendment and are supportive of the process.
Assisting in drafting ratification package (official decree text, explanatory memorandum, supporting technical notes) submitted to relevant authority; confirmation letter from the Ministry of Foreign Affairs or equivalent.	NOU	Decision makers, Relevant government agencies, HFC importers & distributors, RAC sector.	April 2026	Sept. 2026	15,000	Kigali Amendment ratification documents	The Kigali ratification document drafted (Statement printed and submitted).
Modelling the framework for data collection and analysis.	NOU	RAC sector	Dec. 2025	Jan. 2027	10,000	Data collection tools	Report on the framework for data collection and analysis (Report submitted).
Development of a modelling tool for the analysis of the Regulatory/policy Impacts assessment (RIA).	NOU	Decision makers, Relevant government agencies, HFC importers & distributors, RAC manufacturers, relevant NGOs associations and RAC	Dec. 2025	Jan. 2027	33,000	Modeling tool available	RIA performed using the modeling tool developed

IMPLEMENTATION PLAN

		technicians					
Outreach the Kigali Amendment to the public, including the HFC phase-down and energy efficiency improvement options.	NOU	RAC sector. with proper consideration of gender considerations have been taken into account in undertaking the activity.	Dec. 2025	Jan. 2027	5,500	Outreach activities organized	The public is informed about HFC phase down and energy efficiency improvement options.
TOTAL BUDGET FOR COMPONENT (I)					100,500		

Component (II): Capacity building and training for ODS alternatives

Training needs assessment of Yemeni customs officers and RAC Technicians on new technologies for effective monitoring of HFCs importation.	NOU	Yemen Customs Officers and other enforcement Officers. with proper consideration of gender considerations have been taken into account in undertaking the activity.	Jan. 2026	July 2026	25,000	Training needs reports	Report with recommendations on training needs assessment for customs and other regulatory agencies, (reports printed and submitted).
Undertaking the training needs assessment of RAC technicians on safe use of HFC alternatives.	NOU	RAC sector	Aug. 2026	Mar. 2027	20,000	Training needs report	Report with recommendations on training needs assessment of RAC on safe use of HFC alternatives
Training needs assessment of the NOU and other regulatory agencies to manage HFC phase down.	NOU	NOU and relevant legislators	Jan. 2026	Mar. 2027	15,000	Training report/ consultation reports	Report on training needs assessment for NOU and at least 2 meetings/ consultations conducted (reports printed and

IMPLEMENTATION PLAN

							submitted).
Identification of HFC alternatives markets within and outside the country; Sensitize consumers on low GWP technologies.	NOU	Importers/exporters, Distributors and Consumers	Jan. 2026	Feb. 2027	20,000	Consultancy report	Report on identification of HFC refrigerants and their alternative markets produced (Report printed and submitted).
Printing and dissemination services for all the above reports.	NOU	Training Centres, Colleges, Universities and relevant RAC associations.	Jan. 2026	Aug. 2026	4,000	All reports prepared	Reports printed and disseminated
Translate and disseminate the safety standards for the proper handling and operating with flammable/toxic refrigerants in line with international standards to the stakeholders.	NOU	All related stakeholders	Feb. 2026	April 2026	6,000	Safety standards in Arabic prepared	Wide dissemination of Safety standards
TOTAL PUDGET FOR COMPONENT (II)					90,000		

Component 3: Article 4B Licensing and Reporting

Comprehensive review and revise the existing National licensing system for ODS, ODS alternatives included ODS based equipment, and drafting the ODS alternative regulation to allow early ratification of the Kigali Amendment.	NOU	Decision makers, custom officers, RAC sector, Concerned Chemical Regulatory Authorities	Mar. 2026	Jan. 2027	10,000	Consultancy report	National Licensing system is reviewed and HFCs and HFC blends are included, Report printed and disseminated
Review the current licensing system and extract new Customs Codes from WTO/WCO and incorporating them into the new regulations.	NOU	Yemenis Customs Officers	Feb. 2026	Sept. 2026	15,000	National Customs codes	New regulations have updated customs codes based on WTO/WCO system.

IMPLEMENTATION PLAN

Supporting the Yemeni Customs in developing national custom codes (HS) for different HFCs and HFC based products, and include them into the Customs Tariff in order to ensure proper monitoring and recording of imports/exports or re-export of individual HFCs (to develop electronic registry and reporting tools for all controlled substances).	NOU	Yemeni Customs , Concerned Chemical Regulatory Authorities, Importers/exporters	Feb. 2026	Feb. 2027	12,500	Consultancy report	Electronic registry and reporting tools for all controlled substances established and operational. Reports printed and disseminated
Two consultative meetings with the customs officials and other enforcement agencies on monitoring and controlling imports of HFCs and HFC based products.	NOU	Yemeni Customs, Concerned Chemical Regulatory Authorities,	Dec. 2026	April 2027	22,000	Workshop reports	Consultative meetings on monitoring and control of HFCs conducted. Reports printed and submitted
TOTAL PUDGET FOR COMPONENT (III)					59,500		

IMPLEMENTATION PLAN

Activities	December 2025 to April 2027																	
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18
	Nov. 2025	Dec. 2025	Jan. 2026	Feb. 2026	Mar. 2026	April 2026	May 2026	June 2026	July 2026	Aug. 2026	Sept. 2026	Oct. 2026	Nov. 2026	Dec. 2026	Jan. 2027	Feb. 2027	Mar. 2027	April 2027
Component (I): Early Ratification		X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X			
Component (II): Capacity Building			X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Component (III): Article 4B Licensing				X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X

Consideration of the Multilateral Fund gender mainstreaming policy

Yemen is fully committed to implementing the gender policy of the Multilateral Fund and will do so in collaboration with UNEP.

Despite challenges in implementing the MP activities in the country due to the prevalent security conditions in recent years, work remains to be done to achieve gender equality in all sectors, including the Refrigeration and Air-Conditioning (RAC) sector. Promoting the meaningful participation of women is not only a matter of equity but also a strategic necessity to build a more resilient and skilled workforce. Therefore, this project will make dedicated efforts to involve women in all activities. We will actively engage female policy makers, trainers and trainees in vocational schools and include female technicians, customs officers, and environmental inspectors in awareness-raising and training workshops. Gender mainstreaming has been a core consideration throughout the planning of the Kigali Enabling Activities Project. Specific activities are planned to address gender equality and women's empowerment across all components of the program.

Table: Planned activities addressing gender equality and women's empowerment

Component	Planned activity
Component (I): Facilitate early ratification of the Kigali Amendment	• Involvement of female experts (ex. for legal matters, drafting/preparation of legislation, administrative processes, etc.) • Involvement of female specialists (from other relevant government bodies and Ministries) during legislative discussions, workshops, etc.
Component (II): Capacity building and training for ODS alternatives	• Collect and monitor sex-disaggregated data • Motivate girls and women to study in the RAC field • Support 1 woman-led startup Continue promoting female participation in various training courses • Ensure that all training and information materials are gender-sensitive • Organize specific gender-related training sessions for stakeholders or add specific gender-related sessions into existing trainings or workshops, to inform RAC technicians on the need for gender-friendly work environments • Record and follow up on any gender related discussions, proposals or recommendations coming out of the training sessions
Component 3: Article	• Collect and monitor gender-disaggregated data

4B Licensing and Reporting	- Organize specific gender-related training sessions for stakeholders or add specific gender-related sessions into existing trainings or workshops, to inform customs officers, environmental inspector and importers on the need for gender-friendly work environments - Ensure that all training and information materials are gender-sensitive - Record and follow up on any gender related discussions, proposals or recommendations coming out of the training sessions - Encourage the participation of female stakeholders in the trainings targeted at this group
Coordination, monitoring and evaluation	- Take into account the Multilateral Fund's gender policy in implementation of all KEA activities. - Monitor the achievements on the implementation of the gender policy and include them into reporting

The table below presents the gender mainstreaming checklist with regard to various aspects of KEA activities.

Gender mainstreaming checklist

Project component	Question	Answer		
		Yes	No	Partially
Project preparation	Does the project concept include consideration of the different situations of women and men and of the impact the project will have on these different societal groups?	X		
	Does the project explicitly address one or more of the identified gender issues/genders-differentiated project impacts? Please describe how, and if not provide an explanation.	X		
Data and statistics	Where applicable, does the project require the collection of sex-disaggregated data and qualitative information to analyse and track gender	X		

Project component	Question	Answer		
		Yes	No	Partially
	issues?			
Results framework	Are outcomes, output and activities designed to meet the different needs and priorities of women and men?			X
	Does the results framework include gender-responsive indicators, targets and baseline data to monitor gender equality results?	X		
Budget	Has the budget taken into account allocations for the proposed gender activities (e.g., capacity-building activities for female technicians)?	X		
Stakeholders and participation	Are women/gender-focused Ministries, groups, associations or gender units in partner organizations consulted/included in the project?			X
	Does the project ensure that both women and men can provide input, access, and participate in project activities (e.g., through outreach/inviting female technicians to participate in capacity-building activities)?	X		
Gender capacities	Has a gender expert been recruited or does project staff have gender knowledge and gender-related tasks incorporated into their job descriptions?			X
	Will project staff and stakeholders be sensitized to gender (e.g., through completion of UN Women online training	X		

Project component	Question	Answer		
		Yes	No	Partially
	courses)?			
Implementation arrangement	Is there gender-balanced recruitment of project personnel and gender-balanced representation in project boards and steering committees?	X		
Monitoring and evaluation	Does the monitoring and evaluation component of the project require specific reporting on gender issues and on progress made to address them, both quantitatively and qualitatively?	X		

Statement by the Government and Implementing Agency

The Government of Yemen and the UN-Environment Programme confirm that the proposed enabling activities will not delay the implementation of HCFC phase-out activities in the country.